

Tribune socialiste

N° 341 / 28 SEPTEMBRE 1967 / PRIX 0,70 F

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



Yves Le Foll, député-maire de Saint-Brieuc



**Le sens
d'un scrutin**

Jean-Marie Vincent

**Le
désarmement
en question**

David Boubil

**Le P.S.U.
dans les
cantonales**

**Le M.R.P.
un mort utile**

Lucien Saintonge

**Bologne :
document
exclusif**

□ Les points sur les i

Janus

Le gaullisme, c'est Janus multiplié : il a sa face Pompidou, sa face Valéry Giscard d'Estaing, sa face Charles de Gaulle, sans compter quelques autres faces de très moindre envergure, plus secrètes que la face cachée de la Lune. Selon les impératifs du moment, le climat psychologique et social, les données et les rapports de forces existants, c'est telle ou telle face qui apparaît en pleine lumière.

Aujourd'hui, la face Giscard d'Estaing tente d'émerger des ténèbres et de s'imposer aux Français qui retrouvent en elle des traits dont ils sont familiers. Cette face-là s'accorde bien aux goûts de notre pays : ordre, prudence, réalisme, méfiance des extrémismes, respect de la morale à l'honneur; la face Giscard, c'est la face de Gaulle débarrassée de certaines protubérances gênantes : nationalisme exacerbé, anti-américanisme d'autant plus virulent qu'il s'en tient aux limites du verbe, vision eschatologique de l'histoire...

En dépit du fait que ces deux faces se regardent actuellement comme des chiens de faïence, il convient de ne pas oublier qu'elles sont les prolongements d'un corps unique, celui de la réaction. La France n'aurait rien à gagner à choisir la face Giscard après la face de Gaulle. Elle continuerait d'étouffer sous la grosse patte fournie d'ongles du capital. Elle continuerait à créer des richesses pour le bénéfice d'une minorité. Elle continuerait à vivre une rugueuse réalité dont quelques clans tirent profits et privilèges, quitte à promulguer de temps à autre des prétentieuses ordonnances pompeusement baptisées révolutionnaires.

Ce choix, il se peut qu'il soit demain épargné au peuple français, à une condition : que la gauche persiste dans sa volonté montrée de bannir Janus de ses rangs, à l'heure même où celui-ci règne en maître sur le camp ennemi.

André LAUDE.

□ Débat

Le CEDETIM organise, au 31, rue Mademoiselle, Paris (15^e), le 29 septembre à 20 h 30, une conférence-débat : « Qu'est-ce que

le tiers monde ? ». Le 6 octobre à 20 h 30 : « Où en sont la Guinée et le Mali ? »

□ Johnson : le temps de la déconfiture

Les délibérations de la sous-commission sénatoriale sur l'état de préparation des forces armées ont mis en lumière les contradictions dans lesquelles se débat l'administration Johnson.

D'une part, le clan MacNamara reconnaît l'échec des attaques aériennes dirigées contre la R.D.V. puisque celles-ci n'ont ni permis de faire plier le Nord, ni réussi à empêcher le Nord d'aider les combattants du Sud; c'est pourquoi il veut maintenant se contenter de limiter la guerre au Sud en tentant de l'isoler par une ligne fortifiée qui de toute manière, pour avoir un semblant d'efficacité, devrait franchir le Laos et ainsi élargir le conflit. D'autre part, l'état-major américain croit encore à sa victoire, à la condition, dit-il, qu'on lui en fournisse les moyens, c'est-à-dire de nouveaux renforts et des bombardements encore plus intenses contre les grands centres commerciaux et industriels de la R.D.V. Comme à son habitude, Johnson louvoie, donnant de plus en plus de gages au clan des « faucons ». Ainsi, en autorisant l'U.S. Air Force à bombarder les voies de communication reliant Haiphong au reste du pays, et le port de Campha, Johnson a lâché MacNamara et est encore davantage prisonnier des exigences de son état-major.

Ces débats, au sein de l'administration Johnson, sont le signe de l'enlisement militaire de l'armée U.S. au Vietnam; chacun proposant sa solution pour en sortir. Au cours de la saison sèche qui vient de s'achever, les troupes du F.N.L. ont connu de nombreux succès, notamment en s'attaquant à la base de Da Nang, prouvant ainsi qu'elle n'était pas inviolable. Mais c'est dans l'ex-zone démilitarisée que la situation est la plus critique pour l'armée américaine : la base de Con-Thien est ainsi depuis plusieurs semaines sous

le feu conjoint de l'artillerie nord-vietnamienne et des armes du F.N.L. La saison des pluies va encore aggraver la situation, rendant le ravitaillement de la base encore plus difficile; au cours de la prochaine période, les Américains peuvent connaître, à la base de Con-Thien, un échec militaire d'une ampleur plus importante, que ceux rencontrés aujourd'hui.

La situation n'est pas brillante non plus dans le delta du Mékong où les troupes américaines sont en train de s'enliser, au sens concret de ce mot, l'implantation du F.N.L. étant très importante dans cette région.

L'état-major américain saisit que cette guerre au Sud ne peut pas être gagnée, d'autant que les troupes so-disant alliées de Ky sont de moins en moins actives : ainsi, les troupes sud-vietnamiennes ont-elles un accrochage avec les combattants du front une fois sur quatre cents opérations engagées et les troupes américaines ont un accrochage une fois sur trente-huit opérations. C'est pourquoi l'état-major américain désire relancer la guerre au Nord, mais de nouvelles difficultés surgissent car la défense antiaérienne de la R.D.V. apparaît de plus en plus efficace : plus de 2.000 avions U.S. ont déjà été abattus par la R.D.V. et, fait remarquable, les Nord-Vietnamiens ont fait savoir qu'ils avaient mis hors de combat deux B-52, ces bombardiers stratégiques volant à plus de 10.000 mètres et ne pouvant être atteints que par des missiles air-air.

A cet enlisement militaire correspond une impasse politique : les dernières élections, qui devaient consolider le gouvernement de Thieu, ont au contraire sonné le réveil de l'opposition dans les villes, notamment à Saigon. Les dernières déclarations de Goldberg, qualifiées de « vieille rengaine » par le *New York Times*, n'ont convaincu personne : comment prêter le moindre crédit à l'affirmation de soi-disant volontés de paix lorsque cela est accompagné par le redoublement des bombardements et des opérations militaires ?

L'armée américaine perd la guerre au Vietnam; le moment n'est pas venu où elle le reconnaîtra. L'intensification et l'élargissement de la guerre sont possibles.

Il ne nous suffit pas de constater que les Vietnamiens sont en train de gagner leur combat; il nous faut tout faire pour hâter leur victoire. □

□ Un peintre militant

Reprenant la tentative inaugurée l'année dernière par un grand magasin de la rive droite, le *Bon Marché*, à son tour, donne sa chance à de jeunes peintres dont il expose les toiles au quatrième étage de ses nouveaux magasins, dans sa galerie ABC, sous le titre « Peintres contemporains, espoirs et valeurs à suivre ».

Parmi ceux-ci, un de nos amis, Pierre Pélissier, expose des pastels réalisés d'après les croquis qu'il a pris durant la « campagne d'Indochine ». C'est pourtant une vision de paix qu'offrent ses tableaux : semailles dans les rizières, jonques sur le fleuve, jeunes filles rêvant au bord de l'étang aux nénuphars. Bien que d'une facture traditionnelle, son dessin solide témoigne d'une réelle sensibilité, notamment dans ses portraits d'enfants, qui nous interrogent de leurs larges yeux noirs. Pélissier estime que la technique du pastel lui permet de rendre fidèlement les couleurs délicates et mouvantes de ce pays attachant, auquel, sa peinture nous le prouve, il est demeuré très attaché. □

□ Nécrologie

Nous avons appris avec une profonde tristesse la mort, après une longue et douloureuse maladie, du père de notre Directeur. Que Christian Guerche et sa famille veuillent bien trouver ici l'expression des condoléances émues de l'ensemble de la rédaction de *T.S.*

□ Votre opinion

Dans le numéro 336 de *T.S.*, nous avons publié un questionnaire auquel plusieurs centaines de nos lecteurs ont bien voulu répondre. Cette audience constitue déjà en soi un grand succès.

Actuellement, une équipe de spécialistes travaillent sur le matériel des réponses. Nous rendrons compte prochainement des résultats de ce dépouillement, accompagnés d'une analyse générale de la Direction de *T.S.*

Editorial

Le sens d'un scrutin

Jean-Marie Vincent

La réélection triomphale d'Yves Le Foll comme député de Saint-Brieuc n'est pas seulement un événement de portée régionale, elle a une signification nationale indéniable. En votant pour le candidat du P.S.U., devenu le candidat unique de la gauche dès le premier tour, les électeurs de la circonscription n'ont pas seulement exprimé leur estime pour un excellent administrateur municipal, ils ont aussi clairement manifesté leur opposition au pouvoir gaulliste, leur colère devant sa politique économique et sociale et leur hostilité profonde à son orientation de classe. L'emploi du chantage, les promesses démagogiques du candidat gaulliste que le pouvoir croyait d'autant plus attrayantes que la région a de douloureux problèmes d'emploi, tout cela n'a rien changé à la détermination des électeurs populaires : il faut que les choses changent profondément. Les barrières idéologiques qui séparent ou séparaient chrétiens et non-chrétiens, paysans et travailleurs des villes ont même commencé à s'effondrer et à faire place à la conscience d'une communauté d'intérêts fondamentale. L'élection de Saint-Brieuc fait pressentir qu'au-delà des clivages anciens, un affrontement social bien plus décisif est en germe.

Malgré leur cadre désuet, malgré l'ampleur des abstentions, les élections cantonales, lors de leur premier tour, ont également montré que c'est bien cette polarisation de caractère social qui est l'élément dominant de la situation. Les giscardiens, adeptes du combat à fleuret moucheté et de la polémique courtoise avec le gouvernement, partisans en fait d'une solution de rechange conservatrice au régime, en ont été pour leurs frais. Nulle part ils ne sont apparus comme une force autonome portée par un courant politique propre au sein de l'électorat. Il est assez évi-

dent que l'électorat bourgeois a préféré serrer les rangs sous la houlette de Pompidou plutôt que de se fier aux incertitudes du « oui, mais » dans une période de mécontentement social. Après tout, la politique des ordonnances n'a rien qui puisse choquer nos classes dirigeantes.

De son côté, le Centre Démocrate, ce marais où s'ébattent les prudents et les tortueux du conservatisme, ne s'en tire guère mieux. Le temps où le sourire de Jean Lecanuet s'étalait sur nos murs est bien loin. Là non plus les électeurs conservateurs n'ont guère apprécié les petites habiletés et le machiavélisme électoral des stratèges du Centre Démocrate. Le déclin amorcé lors des législatives est confirmé.

Il apparaît donc que la gauche est seule à faire figure d'adversaire sérieux d'une U.N.R.-U.D.T. en difficulté. La progression du P.C., la bonne tenue du P.S.U. qui améliore ses positions par rapport aux législatives, le maintien de la F.G.D.S. en sont d'éloquents témoignages. Selon toute vraisemblance, le deuxième tour ne pourra qu'accentuer cette tendance au renforcement de la gauche et notre parti, pour sa part, multipliera ses efforts pour que tels soient effectivement les résultats du deuxième tour. Mais il ne faut pas oublier qu'un succès électoral — surtout un succès électoral de ce type — ne règle rien, s'il ne se prolonge pas par une véritable mobilisation des travailleurs autour d'une orientation combative, autour de mots d'ordre et de solutions qui donnent force et vigueur au courant populaire en lui montrant que des réformes de structure anticapitalistes, que des objectifs de caractère socialiste sont souhaitables et possibles.

De ce point de vue, rien ne serait plus pernicieux que les attermoissements ou les faux-fuyants. Ceux qui

se sont portés en masse vers les partis qui se réclament de la gauche et, notons-le, du socialisme ne comprendraient pas qu'on leur jette de la poudre aux yeux, qu'on fasse traîner en longueur des pourparlers sur une plate-forme commune pour finalement ne leur proposer qu'un pâle catalogue de mesures gouvernementales anodines. Il faut le répéter, dans une période où sont en gestation des affrontements politiques sévères, seule l'audace réfléchie de ceux qui savent et disent ce qu'ils veulent est payante. Dans les combats qui viennent, le mouvement socialiste ne doit pas compter que d'autres, centristes de toutes origines et de tout poil, tireront les marrons du feu pour lui. Ou bien la solution de rechange au gaullisme sera une solution conservatrice appuyée par une partie opportuniste d'une gauche déguée et démoralisée, ou bien elle sera une solution de rechange à gauche qui secouera les assises du système capitaliste. Dans ce domaine, il n'y a pas de troisième voie.

A cet égard, les cantonales permettent de poser un problème décisif pour toute l'activité de la gauche : celui de la nécessaire liaison entre combats sociaux, revendicatifs et luttes politiques. Certes, les ordonnances, et plus particulièrement les ordonnances sur la Sécurité sociale, ont été au centre de la propagande de la plupart des candidats de gauche. Mais il faut pourtant constater que trop nombreux ont été ceux qui n'ont pas pu ou pas voulu faire le lien entre les préoccupations quotidiennes des travailleurs et les objectifs politiques qu'ils proposaient. Tout se passe comme s'il y avait pour certains hommes de gauche deux sphères distinctes : l'économique et le politique, aux liens assez lâches ou tout au moins intermittents. Pour eux, il suffit de mettre en avant des objectifs abstraits de démocratisation politique, en oubliant ou en considérant comme secondaires les problèmes de l'emploi, de la vie au travail, etc.

C'est évidemment ce style de pensée, cette méthode d'action politique qui fait que jusqu'ici les questions du programme commun ont été débattues comme si elles étaient du seul ressort des états-majors et des spécialistes. Il devrait pourtant être compris par tout socialiste qu'un programme ne peut être véritablement mobilisateur que s'il traduit en objectifs précis, cohérents et coordonnés de la cellule de base à l'ensemble national les aspirations des travailleurs, leur révolte contre l'exploitation et l'oppression qu'ils subissent.

Pour remporter de nouvelles victoires, pour mettre en échec définitivement le régime gaulliste, il est nécessaire de se souvenir de cette vérité élémentaire. Notre parti, dans les semaines à venir, s'emploiera à le rappeler. □

Tribune Socialiste
Hebdomadaire du
Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique
Christian Guerche

Directeur adjoint
Claude Glayman

Rédacteur en chef
Eric Bergaire

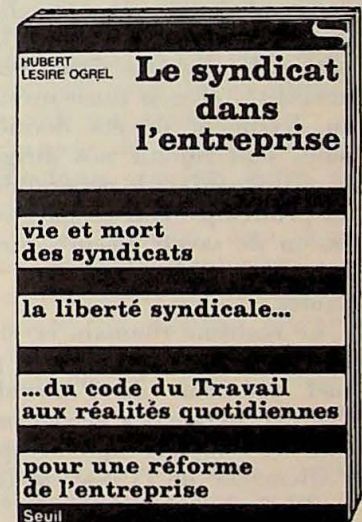
Administration :
54, boulevard Garibaldi
Paris-15° - SUF. 19-20

Publicité générale au Siège
de l'administration

Publicité littéraire :
22, rue de Grenelle
Paris-6°

Abonnements :
C.C.P. Paris 58 26 65
6 mois 18 F - 1 an 35 F
Soutien à partir de 70 F
Changements d'adresse : 1 F
Directeur de la Publication :
Roger Cérat

MORIAME - PARIS 1967



société
Collection dirigée par Robert Fossaert

1. POPULATION SUR MESURE
 2. VIVE L'IMPOT !
 3. LE CONTRE-PLAN
 4. COMMENT VA L'ECONOMIE ?
 5. LA SANTÉ GRATUITE
 6. LE MIRACLE FRANÇAIS
 7. UNE FRANCE SANS PAYSANS
 8. Y A-T-IL UN MARCHÉ COMMUN ?
 9. PEUT-ON LOGER LES FRANÇAIS ?
 10. LA POLITIQUE DES REVENUS
 11. L'ABONDANCE A CRÉDIT
 12. A QUOI SERT LA BOURSE ?
 13. L'INDUSTRIE DES BANQUIERS
 14. LES PIÈGES DE L'ÉPARGNE
 15. LA RELÈVE DE L'OR
 16. POUR UNE POLITIQUE DU CRIME
 17. LA SEMAINE DE 30 HEURES
 18. LE RÉGNE DE LA TÉLÉVISION
 19. LE COÛT DE LA VIE
 20. L'EAU
 21. LE SYNDICAT DANS L'ENTREPRISE
 22. LA FRANCE ET LE MARCHÉ MONDIAL
- chaque volume 6 F

SEUIL

A travers les chiffres

	24 septembre 1967		12 mars 1967		5 mars 1967	
	Insc. : 79 285		Insc. : 79 924		Insc. : 79 951	
	Suff. expr. : 63 570		Suff. expr. : 67 151		Suff. expr. : 66 920	
	Abs. : 18,04 %		Abst. : 14,52 %		Abs. : 15,21 %	
		%		%		%
Yves Le Foll, P.S.U. ...	34 993	55,04	33 593	50,02	18 165	27,14
Robert Richet, V° Rép.	28 577	44,95	33 558	49,97	27 535	41,14
P.C.					12 443	18,59
Centre démocrate					8 777	13,11

□ Pleins feux roumains

C'est par 112 voix sur 118 que M. Manescu, ministre des Affaires étrangères de Roumanie, a été élu président à l'O.N.U. Prévue depuis le début de l'année, cette élection, importante parce qu'elle désigne au fauteuil présidentiel de l'Assemblée de l'O.N.U. un Européen de l'Est (le premier depuis 1946, date de la création des Nations unies), l'est encore plus quand on connaît la position particulière de la Roumanie dans le camp socialiste.

Le 25 juillet, le secrétaire général du parti communiste roumain, M. Ceaucescu, prononçait une véritable somme de la politique étrangère roumaine. De ce discours fleuve, la confirmation a été donnée sur ce que l'on savait déjà, à savoir de nombreux points de divergence avec l'Union soviétique, quand il n'y avait pas une véritable opposition de vues.

Sur le plan extérieur, le secrétaire général a manifesté son indépendance en ne signant pas la déclaration commune aux pays socialistes et condamnant Israël; bien plus, il condamne les pays arabes qui prônent sa liquidation tout en recommandant le retrait des troupes israéliennes sur la ligne d'armistice.

La Roumanie est en opposition avec la politique socialiste sur le problème de la non-dissémination des armes nucléaires, car elle considère que ce traité ne peut que perpétuer la division entre puissances nucléaires et non nucléaires, et cela au détriment de ces dernières. Ce point doit réjouir nos dirigeants et la visite que fera le général de Gaulle au printemps dans ce pays sera l'occasion de savoir jusqu'à quel point les deux politiques sont concordantes.

Le réalisme roumain et son esprit d'indépendance fut affirmé par l'actuel président de l'Assemblée de l'O.N.U. lorsqu'il a été amené à établir des relations diplomatiques avec l'Allemagne de l'Ouest, malgré l'opposition du camp socialiste.

Au sujet des problèmes intéressant le mouvement communiste international, la position de la Roumanie est nette : chaque pays socialiste doit pouvoir suivre sa propre voie. Elle critique la position de l'Union soviétique et de ses suivants qui veulent condamner la Chine en convoquant une conférence mondiale sur le communisme.

Cette position particulière de la politique roumaine n'a pas l'heur de plaire à l'U.R.S.S. et à ses partenaires qui de jour en jour multiplient les déclarations demandant à la Roumanie de renoncer à son « neutralisme ».

Il est clair que M. Manescu doit son élection pour une bonne partie à la politique de son pays qui a su mettre en pratique la leçon donnée par Palmiro Togliatti dans son testament. □

□ Évolution de l'Est africain

Jusqu'au 24 octobre 1964, la Rhodésie du Nord était un protectorat britannique, inclus jusqu'en 1963 dans une fédération commune avec le Nyassaland (aujourd'hui Malawi) et la Rhodésie du Sud (Rhodésie de Ian Smith). Sa libération fut un modèle de rébellion non violente, avec à sa tête l'actuel Président de la République : Mr. Kenneth Kaunda, chef du Parti uni de l'indépendance nationale (U.N.I.P.).

Le Président Kaunda se présente comme un humaniste chrétien. Au récent congrès du parti U.N.I.P. (26 avril 1967), il a essayé de définir « son socialisme zambien » : « Les bases du socialisme sont dans les traditions africaines; société d'aide mutuelle, dans laquelle le peuple travaillait en coopération et collectivement sans perdre l'identité de l'individu, pour le bénéfice duquel et au nom duquel tout était fait... la haute valeur de l'homme et le respect pour la dignité humaine est un héritage de notre tradition qui ne doit pas être perdu dans la nouvelle Afrique. Nous ne pouvons réussir la société centrée sur l'homme sans un très soigneux planning. »

Fondé sur un type d'économie mixte, l'Etat prend, outre ses attributions classiques, la responsabilité du plan général d'orientation, avec le financement d'une partie du développement des aciéries, usines d'engrais, etc.

L'Etat s'associe avec les entreprises privées « en attendant qu'il en prenne plus tard le plein contrôle »; comme les mines de cuivre et tout autre secteur que le gouvernement pense devoir être accessible aux investissements privés, nationaux ou étrangers.

De même en agriculture, le gouvernement zambien développe tout à la fois des fermes, des ranchs d'Etat et des fermes coopératives. Mais il laisse aussi subsister une majorité de paysans traditionnels, progressivement organisés en conseil de productivité, et les fermiers commerciaux : colons européens.

Sur 1.100 colons européens (beaucoup venaient d'Afrique du Sud et de Rhodésie) il y a quatre ans, il en reste 700. Avec leurs 21.000 salariés, ils produisent la totalité du tabac de Virginie (première exportation agricole du pays), plus de la moitié du maïs commercialisé, près de la moitié de la viande de bœuf.

Quant aux mines de cuivre, jouxtant celles du Katanga (600.000 tonnes de métal exportées par an), elles sont exploitées par des ingénieurs et techniciens blancs associés à des mineurs noirs et blancs (évidemment opposés à la promotion des mineurs africains).

Malheureusement, à l'exemple de leurs prédécesseurs « coloniaux », les jeunes Zambiens de l'administration

ont créé une barrière de classe avec le reste de la population. Ainsi est née une caste privilégiée africaine, habitant dans les anciens quartiers résidentiels des Blancs, envoyant leurs enfants dans les écoles payantes autrefois réservées aux Européens (1).

La brutale indépendance de la Rhodésie constitue un coup très dur pour la Zambie — le principal chemin de fer qui dessert le bassin du cuivre traverse la Rhodésie puis le Mozambique portugais. Une voie secondaire vers le port de Lobito traverse le Congo et l'Angola. L'électricité vient du barrage de Karriba, la centrale est du côté rhodésien — 40 % du charbon nécessaire au raffinage du cuivre proviennent de Rhodésie. La quasi-totalité du pétrole était acheminée par oléoduc à partir de la raffinerie d'Umtali, aujourd'hui fermée, faute d'approvisionnement en brut.

Reconvertie, la majeure partie du commerce passe par la Tanzanie qui bénéficie de l'accès à la mer — le succès de la politique de reconversion poursuivie en Zambie a réagi en Tanzanie, renforçant l'aile gauche du gouvernement socialiste de M. Julius Nyerere, qui réclame avec insistance un certain dégagement de l'empire économique du Kenya et du pouvoir d'attraction de Nairobi. □

(1) *Esprit*, septembre 1967 : « Socialisme et développement en Zambie », R. Dumont.

□ Communiqué de Bologne

Les Partis et Mouvements suivants :

- PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ (P.S.U.) - FRANCE;
- PARTI SOCIALISTE D'UNITÉ PROLETARIENNE (P.S.I.U.P.) - ITALIE;
- ALLIANCE SOCIALISTE YOUGO-SLAVE;
- E.D.A. - GRECE;
- ORGANIZACIONES FRENTE (F.L.P. - F.O.C. - E.S.B.A.) - ESPAGNE;
- FRONT PATRIOTIQUE DE LIBÉRATION NATIONALE - PORTUGAL;
- UNION NATIONALE DES FORCES POPULAIRES (U.N.F.P.) - MAROC;
- FRONT DE LIBÉRATION NATIONALE (F.L.N.) - ALGERIE;
- UNION SOCIALISTE ARABE - R.A.U. (EGYPTE);
- B.A.A.S. - SYRIE

se sont rencontrés à Bologne les 22 et 23 septembre et ont examiné la situation politique dans le bassin de la Méditerranée.

Dans la discussion qui a suivi le rapport introductif de Tullio Vecchiotti, secrétaire général du P.S.I.U.P., les délégations ont enregistré la convergence de leurs opinions en ce qui concerne l'évolution de la situation politique dans le bassin de la Méditerranée. Cette situation est grave et présente des risques d'aggravation ultérieure.

La cause essentielle de cette situation réside dans la politique des forces impérialistes qui, sous l'impulsion des Etats-Unis, tente de faire de

la Méditerranée une des plaques tournantes de leur stratégie mondiale. L'agression d'Israël au Moyen-Orient et l'occupation ou la volonté d'annexion de territoires arabes; le coup d'Etat militaire en Grèce; les machinations contre l'indépendance de Chypre; le développement de la répression franquiste et de la répression fasciste et colonialiste portugaise sont les manifestations les plus récentes de cette stratégie.

L'approche du vingtième anniversaire du Pacte Atlantique donne l'occasion aux forces impérialistes de renforcer leur emprise, quitte à en changer les formes par des modifications illusoires qui n'altéreraient en rien la nature du pacte, et ne remédieraient pas aux dangers existants, mais provoqueraient l'affrontement des blocs et l'intensification de la guerre froide dans la Méditerranée.

Les délégations ont convenu que, face à ce danger commun, il est nécessaire de faire converger la lutte des toutes les forces socialistes, démocratiques et populaires dans une stratégie unitaire qui visera à frapper l'impérialisme et à affirmer dans le bassin de la Méditerranée les conditions de paix et de respect des principes de l'autodétermination des peuples.

Dans ce but, les délégations jugent utile de continuer et d'élargir ces réunions bilatérales ou multilatérales de consultation, dans la conviction qu'elles contribueront à développer les bases indispensables de compréhension et de solidarité réciproques sur lesquelles se fonderont une stratégie et des actions politiques unitaires.

Avant de se séparer, les délégations unanimes saluent le peuple vietnamien et les peuples encore sous domination pour la lutte héroïque qu'ils mènent en vue de la liquidation définitive du colonialisme et de l'impérialisme.

Pour le P.S.U. - FRANCE :

Marc HEURGON et Jean-ARTHUYS, membres du Bureau national.

Pour le P.S.I.U.P. - ITALIE :

Tullio VECCHIOTTI, secrétaire général, député de Rome; Dario VALORI, secrétaire général adjoint, député de Pérouse; Giulio SCARRONE, Pino, TAGLIAZUCHI et Giorgio MIGLIARDI, membres de la Direction nationale.

Pour l'ALLIANCE SOCIALISTE YOUGO-SLAVE :

Djerda YOSIP, responsable des Relations extérieures, député de Zadar.

Pour l'U.N.F.P. - MAROC :

Abdelkader AWAAB, membre de la commission administrative; Abderraman YOUSOUFI, membre du Secrétariat général.

Pour le F.L.N. - ALGERIE :

Djamil BENDIMRED, membre de la Direction nationale.

Pour l'UNION SOCIALISTE ARABE - EGYPTE :

Ibrahim SAAD EL DIN, membre du Secrétariat général; Abdul Rahman SADEK, secrétaire adjoint pour les Relations extérieures.

Pour le B.A.A.S. - SYRIE :

Hussein KAMAL, membre de la Direction nationale.

Pour l'E.D.A. - GRECE :

PARNASSOS et DUKARIS, membres de la Direction nationale.

Pour des raisons de sécurité, les noms des délégués espagnol et portugais ne sont pas mentionnés. □

Sécurité collective

Demain ou après-demain

David Boubli

La revendication du désarmement est vieille comme le monde, mais à l'ère des missiles antimissiles il pose à la politique traditionnelle un cheminement difficile tel, qu'elle doit réviser sans cesse sa stratégie de la paix.

Est-ce ce cheminement tortueux et ardu qui fait tant rebuter nos gouvernants ?

Est-ce que nos techniciens ne peuvent pas s'adapter aux conditions nouvelles dues à la prolifération des problèmes que pose le désarmement ?

C'est l'impression qui prévaut lorsqu'on écoute le ministre de l'Information M. Gorse déclarer que « la France estime que le projet de traité de non-prolifération auquel il manque d'ailleurs l'article essentiel concernant le contrôle, constitue moins un progrès dans la voie du désarmement qu'une consolidation des privilèges existants ».

Ce sentiment de « dépassement » de nos gouvernants se trouve renforcé dans la mesure où l'on sait que sa déclaration en rejoint une autre faite à l'Assemblée nationale par M. de Lipkowski, spécialiste gaulliste de la question, qui disait au sujet de ce même traité.

Ainsi, sans examen sérieux, sans participation au débat qui se poursuit au sein du Comité des dix-sept (ainsi dénommé du fait de notre absence), le gouvernement et sa majorité rejettent un projet de traité qui pourrait, avec des rectificatifs adéquats, constituer un tremplin pour un désarmement général.

En réalité, la sensation très nette qui se dégage, c'est que le gouvernement veut escamoter le vrai problème, qui est celui de son refus de signer le traité de Moscou, et par là même son refus de s'engager dans un processus qui mènera le général de Gaulle à abandonner sa « chose » : la force de frappe.

Le traité de Moscou

Le traité de Moscou du 5 août 1963, et qui est entré en vigueur le 10 octobre 1963, stipule qu'il « porte interdiction des expériences d'armes nucléaires dans l'atmosphère, y compris l'espace extra-terrestre, et sous l'eau, y compris les eaux territoriales ou les hautes mers ».

Certes, cet accord ne signifie pas que tout va très bien et que les super-grands ont surmonté leurs divergences. Il est encore vrai qu'ils conservent leurs stocks et ont encore la possibilité d'effectuer des expériences souterraines utiles au perfectionnement de leurs armes. Il est aussi exact que cette réglementation

des armements nucléaires est modeste, mais le changement de climat qu'il concrétise est très important.

Le climat de guerre froide a reculé et les antagonistes peuvent organiser la coexistence sur des bases plus solides ou du moins plus réalistes.

Quels sont donc les changements qu'a introduits ce traité que seules la France, la Chine et l'Albanie n'ont pas signé ?

La santé des hommes

Les retombées radio-actives en cours ont commencé à décroître depuis 1964 et diminuent de façon notable d'année en année.

Une étude du Comité des Nations unies pour les radiations ionisantes a estimé que la quantité de carbone 14 (qui provient de la transformation de l'azote de l'atmosphère en carbone radio-actif à la suite d'une explosion nucléaire), qui est extrêmement nocif pour l'organisme et qui a une durée de vie de près de cinq mille ans, est passé à 80 % de ce qu'il était avant la signature du traité.

En outre, si le règlement était respecté par toutes les nations, le pourcentage ne serait plus que de 30 % vers l'an 2000.

Quand on sait que le carbone 14 et d'autres substances radio-actives provoquent des mutations génétiques et des infirmités chez les enfants qui sont nés ou à naître, quand on connaît que les essais d'armes nucléaires effectués jusqu'ici et totalisant près de 610 mégatonnes affecteront au cours du temps près de 16 millions d'enfants (avec un coefficient d'incertitude de 5) si gravement, il est clair que l'arrêt des explosions nucléaires obtenu grâce au traité de Moscou est bénéfique pour la santé des hommes.

La non-dissémination

Le traité, tel qu'il est, ne serait pas efficace si le souci de parer aux dangers de la prolifération des armes nucléaires n'était pas présent dans les discussions entre les grandes puissances. Heureusement, ce point a été exprimé pour la première fois aux Nations unies le 20 novembre 1959 (1) et après bien des péripéties il a donné naissance à un projet de règlement qui a été déposé séparément par les U.S.A. et l'U.R.S.S. sur le bureau du Comité des dix-sept le 24 août 1967.

L'objection faite par M. Gorse que le traité de non-dissémination consacrerait la suprématie des grands sur les petits est de taille. Certes, le gel des armements des puissances nu-

cléaires, et *a fortiori* des deux grands (U.S.A. et U.R.S.S.) à leur niveau actuel est injuste et fait se dresser contre le projet des pays aussi différents que l'Allemagne de l'Ouest et l'Inde, Cuba et le Brésil, Israël et la R.A.U. Mais nous disons que ce n'est pas en restant comme le fait la France en dehors de la discussion que l'on changera quoi que ce soit. Ce n'est pas en boycottant le Comité des dix-sept que notre voix et le poids de notre diplomatie pourront pleinement jouer.

Si notre pays prenait sa part de responsabilité, il pourrait peser sur le cours des négociations pour obtenir des « deux super-grands » qu'ils déclarent s'engager dans le processus du désarmement contrôlé; et que le traité soit le point de départ d'un arrêt à la course à l'armement nucléaire et à son contrôle jusqu'à sa graduelle élimination comme le suggère le mémorandum présenté le 15 septembre 1965 par les huit nations non alignées (2) du Comité des dix-sept, et entériné par les Nations unies dans sa résolution de novembre 1965.

Cette résolution, la 2.028^e, déclare « qu'un traité de non-dissémination n'est pas une fin en soi, mais seulement un moyen d'arriver à une fin. Cette fin est la réalisation du désarmement général et complet ». Les huit ajoutent « qu'elles sont convaincues que les mesures destinées à interdire la multiplication des armes nucléaires devraient par conséquent s'accompagner ou être suivies de mesures tangibles en vue de mettre un terme à la course aux armements nucléaires et de limiter, réduire et éliminer les stocks d'armes nucléaires ainsi que les moyens de les transporter ».

Une telle clause introduite dans le traité déposé à Genève établirait un équilibre raisonnable des responsabilités et des obligations mutuelles entre les puissances nucléaires et les puissances non nucléaires.

En outre, elle lève l'hypothèque qui faisait se récriminer l'Allemagne de l'Ouest et d'autres puissances dans son cas, de discrimination sur l'application pacifique de l'énergie nucléaire et sur le retard technologique qui pourrait s'ensuivre du fait même qu'un équilibre raisonnable est trouvé.

Au demeurant, le traité pourrait comporter un article stipulant que l'application pacifique de l'atome pour le progrès scientifique et technique, ainsi que pour le développement industriel et économique, ne sera absolument pas limitée. De telles assurances ont déjà été données au ministre italien des Affaires étrangères M. A. Fanfani lors de sa dernière visite en U.R.S.S.

L'Euratom

Une violente polémique s'était engagée contre les prérogatives de l'Euratom (organisme de contrôle de l'Europe des six sur les matières fissiles et les installations pacifiques de l'atome). Dans le traité, c'est

l'Agence internationale de Vienne (A.I.C.A.) qui serait chargée du contrôle.

L'objection est importante, mais semble perdre de son acuité; car d'une part, cette question est à débattre puisque laissée en blanc dans le projet de règlement, et d'autre part on peut imaginer toutes sortes de solutions.

Par exemple, l'Euratom peut se voir confier par l'A.I.C.A. la mission de contrôle sur le plan européen et continuer comme par le passé d'exercer ses fonctions et ses prérogatives; à charge pour la commission européenne de l'Agence de Vienne d'être mise au courant de son activité.

Il est permis de penser que cette solution n'est pas irréalisable puisqu'un pas en avant a été réalisé dans ce sens à la conférence des dix-sept, l'Union soviétique ayant opéré une concession majeure. Alors que jusqu'à présent l'U.R.S.S. s'opposait à tout contrôle de l'Euratom, elle vient de modifier cette position en acceptant d'autoriser cet organisme à assurer celui-ci pendant deux ans. Mais une nouvelle exigence de sa part concernant le contrôle des installations nucléaires en plus de celui sur les matières fissiles risque de retarder la conclusion du traité; à moins que Moscou et Washington n'acceptent pour eux-mêmes cette autre contrainte ?

C'est ici que nous pouvons nous rendre compte que la France a un rôle à jouer en défendant les prérogatives de l'Euratom et des États non nucléaires, en pesant sur les négociations pour qu'un équilibre raisonnable soit trouvé.

La sagesse de notre pays aurait été bénéfique, sur un autre sujet brûlant : l'annonce par les États-Unis de la création d'un « mini-réseau » de missiles antimissiles, suivant en cela l'exemple de l'U.R.S.S.. Elle aurait pu montrer aux deux « super-puissances » que leur entreprise actuelle est en réalité une reprise de la course aux armements nucléaires, qui risque de détruire le fragile équilibre des forces actuelles; et que de plus le nouvel écran protecteur est non seulement extrêmement onéreux mais vaniteux, puisque susceptible d'être franchi par une ou plusieurs fusées intercontinentales.

L'actuel gouvernement ne peut pas entendre parler de désarmement. Seul un gouvernement de gauche serait capable de prôner des solutions qui mèneraient le monde vers le désarmement général et la sécurité collective. □

(1) Pour en savoir plus sur l'histoire du désarmement et suivre le cheminement des négociations avec une objectivité peu commune, il est nécessaire de lire *L'entreprise du désarmement (1945-1964)* de M. Jean Klein, préface de Jules Moch. Editions Cujas.

(2) Birmanie, Brésil, Ethiopie, Inde, Mexique, Nigeria, R.A.U. et Suède.

L'Euratom a démontré son efficacité et son indépendance vis-à-vis des deux grands. Son impartialité est reconnue par tout le monde. Aucun des six pays n'échappera au contrôle.

Cantoniales

Présence du P.S.U.

AINES - 02. — Jacques LELONG, secrétaire fédéral, qui se présentait à Craonne avec le soutien de la F.G.D.S., atteint 9,6 % des suffrages. A Saint-Quentin, expérience médiocre du P.S.U. (Pierre BRUN : 3,5 %).

HAUTES-ALPES - 05. — Le P.S.U. perdra le siège de Saint-Firmin, puisque le docteur ROZIER n'a pu se représenter. La bataille du second tour sera chaude entre l'U.N.R. et le P.C.F.

ARDENNES - 08. — A Signy-le-Petit, Abel NORECX, nouveau maire et présenté par le P.S.U., arrive en tête de la gauche (572 voix, soit 32,2 %; F.G.D.S., 294; P.C.F., 187) et devrait être élu dimanche prochain. A Sedan-Nord et à Sedan-Sud, les candidats du P.S.U. Jean-François DROMBY et André LANGEOIS (15,1 % et 6,6 %), qui n'avaient pas de concurrents F.G.D.S., conservent les pourcentages de 1961, mais arrivent derrière le P.C. en faveur de qui ils se désistent. A Montheau, Raymond LALLEMENT (259 voix, soit 17,8 %; P.C., 76 voix) maintient également les positions du P.S.U. dans un canton réactionnaire où l'indépendant sortant est réélu au premier tour. A Monthermé, face au sortant Hugo, ex-S.F.I.O.-centriste, Jean MENEZ, militant du P.S.U. dès la première heure, a mené une rude campagne (4,6 %). Il se désiste pour le candidat du P.C. qui pourrait enlever le siège.

BOUCHES-DU-RHON - 13. — L'effort de la Fédération P.S.U. dans ce département où la F.G.D.S. et le P.C.F. occupent des positions très solides est peu payant sur le plan des suffrages mais important sur le plan de l'implantation puisqu'il constituait la première apparition du parti sur Aix. A Lambesc, Jean DAUMAS atteint 10 %, à Aix-Sud Michel LECOINTE 3,7 %, à Berre, Etienne HUGHES 2,2 %.

CALVADOS - 14. — A Caen-Est, Jean PETITE (6,5 %) maintient son chiffre des législatives. Le groupe « Caen-demain », mouvement d'éducation civique et d'action locale de même type que le G.A.M. de Grenoble, a vu ses quatre candidats réaliser une percée électorale (20 % en moyenne). Son président, Robert DE CAUMONT, est en bonne position pour être élu au second tour sur Caen-Nord. Ces résultats créent une situation électorale nouvelle à Caen qui rend possible une prochaine défaite de la municipalité réactionnaire en place.

CHARENTE-MARITIME - 17. — Importante progression de la gauche dans le département : à Burie, le candidat du P.C. Bouchet, que soutenait le P.S.U., bat l'U.N.R. sortant. A La Rochelle, Crépeau (F.G.D.S.) a de fortes chances de battre au second tour le maire U.N.R., conseiller sortant, Salardaine. A Saujon enfin, le docteur Michel BOUCHER, secrétaire fédéral du P.S.U., arrive largement en tête de tous les candidats (1.496 voix, soit 45,5 %; P.C.F., 299 voix, soit 9,1 %). Il devrait, dimanche prochain, enlever le siège qui appartenait jusqu'ici à la droite. A Saintes-Sud où le candidat de la F.G.D.S. est réélu, le P.S.U. Guy BARADEAU obtient 397 voix, soit 10,2 %.

CHER - 18. — A Lignière, SOULAT, candidat P.S.U., obtient 8,3 % des voix tandis que le radical-F.G.D.S. est réélu.

CORREZE - 19. — A Larche, Jean-Claude MOQUET, P.S.U. soutenu par la F.G.D.S., fait une percée intéressante (670 voix) face au modéré réélu (1.222 voix).

COTE-D'OR - 21. — Effort de la Fédération P.S.U. pour tenter une première expérience électorale. Bien que les chiffres obtenus soient très faibles à Dijon-Ouest, Eliane DRIGNY (2,8 %) et à Gevrey-Chambertin, José DILLESEGER (2,3 %), une campagne active doit permettre de développer l'implantation du Parti. A Nuits-Saint-Georges, Henri ECARD, présenté par le P.S.U., est réélu au premier tour.

COTES-DU-NORD - 22. — Le P.S.U. et la gauche perdront le siège de Lannion où notre camarade JAGORET avait, en juillet, démissionné de ses fonctions pour raisons de santé. Ailleurs, le P.S.U. améliore ses positions. A Corlay, Léon SERANDOUR (48,51 %; P.C.F., 15,73 %) est très largement en tête et sera réélu dimanche. A Jugon, Marcel MESLAY est en tête de la gauche (21,29 %; P.C.F., 8,23 %) mais a peu de chances de l'emporter. A Paimpol, Marcel LE GUYADER est brillamment réélu dès le premier tour (85,53 %; P.C.F., 14,47 %). A Plélan-le-Petit, Gérard BETHUEL (22,03 %) arrive largement devant la F.G.D.S. (12,06 %) et le P.C. (6,82 %), mais le candidat réactionnaire est élu. A Saint-Brieuc-Nord enfin, Olivier SAGORY (12,66 %) devance le F.G.D.S. (7,69 %) mais est distancé par le P.C. (33,67 %) qui devrait enlever le siège.

CREUSE - 23. — Brillante réélection dès le premier tour des deux sortants P.S.U. : Jean MONTEILLER à Chatelus-Malvalleix (61,41 %; P.C.F., 12,14 %) et Pierre FER-RAND à Royère (73,5 %).

DORDOGNE - 24. — A Sigoules, Jean POMS, secrétaire fédéral, qui n'avait pas de concurrent de la F.G.D.S., réalise une percée intéressante (25 %; P.C.F., 12 %) qui n'a pu cependant empêcher l'élection du centriste.

DOUBS - 25. — A Pontarlier, le docteur BAUD, P.S.U., soutenu par la F.G.D.S., avait à affronter le ministre Edgar Faure; il obtient 27,6 % (P.C.F., 14,9 %). A Pont-de-Roide, Georges TARBOURIECH, avec 25,4 %, distance le P.C. (15,6 %); il mènera une rude bataille au second tour.

EURE - 27. — A Gaillon, MAIRE, candidat P.S.U., arrive en tête de la gauche (26,5 %); il obtient le retrait du P.C. et du conseiller sortant, républicain de gauche, et il devrait être élu au second tour. La bataille sera plus difficile au Neubourg pour Henri BONNEL (21,9 %), arrivé lui aussi en tête de la gauche, devant un communiste et un radical.

EURE-ET-LOIR - 28. — A Orgères-en-Beauce, Maurice GAILLOT place le P.S.U. en tête de la gauche avec 34,2 % mais ne peut empêcher l'élection du réactionnaire.

FINISTERE - 29. — Brillante réélection de TANGUY-PRIGENT à Lanmeur avec 82,6 %. A Brest (3^e), percée de Paul TRE-MINTIN, secrétaire fédéral (19,1 %), qui n'avait pas de concurrent F.G.D.S. A Pont-l'Abbé, Alain LE DILOSQUER atteint 17,5 %. A Saint-Pol-de-Léon, Jean MUZEL-LEC dépasse également 17 %.

GARD - 30. — A Nîmes, à côté d'une forte poussée du P.C.F. et de la F.G.D.S., le P.S.U., avec le docteur MASSEGUIN (6 %), s'implante dans la banlieue mais échoue dans le 1^{er} canton (Fernand VIGOUROUX, 2,9 %). Le travail sérieux de la Fédération P.S.U. s'est trouvé concrétisé à travers les résultats encourageants obtenus à Bessèges (Armand ARNAC, 8 %), à Saint-Chartes (Urbain MORIN, 6,2 %) et particulièrement au Vigan avec Paul JANIN (10 %).

GERS - 32. — Alexandre BAURENS, secrétaire fédéral, est réélu à Valence-sur-Baïse (65,1 %). De bons résultats sont obtenus à Cazaubon (Maxime RANDE, 11 %; P.C.F., 9,5 %) et à Cologne (Jean DUPOUY, 17,7 %; P.C.F., 12,9 %), malgré la présence de candidats F.G.D.S.

HERAULT - 34. — A Montpellier, Thomas SALDANA n'obtient que 4,3 %, tandis que la forte position du notable radical Ponsellé est confirmée. Très forte proportion d'abstentions. Aux Matelles, Maurice AUBAGUE obtient un premier résultat intéressant (9,7 %) malgré un candidat P.C. et un F.G.D.S. dans un canton rural en voie d'urbanisation dans l'orbite de Montpellier.

ILLE-ET-VILAINE - 35. — A Rennes-N.O., Charles FOULON, secrétaire fédéral, confirme sa poussée des législatives (22,07 %) et, triplant ses voix par rapport à 1961, il sera le candidat de la gauche au second tour. A Pleine-Fougères, Albert DORY, maire de Sains, atteint 36,07 % des suffrages, mais le réactionnaire passe au 1^{er} tour.

ISERE - 38. — On ne votait pas à Grenoble. A Roussillon, Pierre BUISSON (6,2 %) et à Saint-Marcellin, André FERRIEUX (7,4 %) étaient les seuls candidats du P.S.U.

JURA - 39. — Résultats honorables : Michel TRIPIER, à Chemin (9,40 %); Guillaume MENEGON, maire de La Barre, à Dampierre (19,4 %); à Lons-le-Saulnier, P.S.U. et F.G.D.S. soutenaient M. BILLON (sans étiquette) qui, face au député-maire indépendant Feit, réalise 24,8 %.

LOIRE - 42. — A Saint-Etienne-N.E., Marcel PIERRE, malgré le soutien de la F.G.D.S., ne réunit que 5,9 % des voix, la bataille s'étant concentrée entre le maire centriste Duraffour et le sortant communiste Olganier. A Saint-Etienne-S.O., R. CHARLAT n'atteint que 3,9 %. Meilleur résultat à Montbrison où Maurice PLACE (11,2 %) devance la F.G.D.S. et le P.C.

LOIRE-ATLANTIQUE - 44. — A Saint-Etienne-de-Montluc, Raymond VIAUD, seul candidat du P.S.U. dans le département, devance la F.G.D.S. (9,67 % contre 8,5 %). Il gagne 2 % sur son résultat des législatives dans le canton.

LOIRET - 45. — Michel GOND, secrétaire fédéral (6 %), continue un travail d'implantation à Orléans-Est et progresse par rapport aux législatives.

MANCHE - 50. — La Fédération P.S.U. présentait à Beaumont-Hague un candidat, Raymond GIRARD, qui double son pourcentage par rapport à 1961 et avec 14,9 % des voix arrive en tête de la gauche (F.G.D.S., 4,95 %; P.C.F., 2,5 %). Le réactionnaire est élu au premier tour.

MARNE - 51. — A Beine, Pierre RODRIGUE, maire de Pont-Faverger, présenté par le P.S.U., arrive nettement en tête avec 48,8 % devant un candidat F.G.D.S. (41,9 %) et un candidat communiste (9,3 %). Il devrait être facilement élu au second tour.

HAUTE-MARNE - 52. — Un candidat P.S.U. à Saint-Dizier, Alfred CHATELAIN (4,12 %).

MEURTHE-ET-MOSELLE - 54. — A Conflans, Emile RANDELET (13,30 %) se désiste pour le P.C. qui devrait emporter le siège sur la droite. A Nancy-Nord, Jean LALLEMAND, membre du C.P.N., obtient 12,3 %; il distance la F.G.D.S. mais arrive derrière le P.C. pour qui il se désiste. Dure bataille en prévision pour le second tour pour essayer de battre l'U.N.R. A Nomeny, première expérience du P.S.U. avec Jean LEBLANC (18,84 %).

MORBIHAN - 56. — A Vannes-Ouest, Eugène QUEVERDO, secrétaire fédéral (7,7 %) améliore légèrement les résultats des législatives malgré, cette fois, la concurrence d'un candidat F.G.D.S.

MOSELLE - 57. — Dans ce département, grâce au travail acharné de la Fédération, le P.S.U. obtient des résultats remarquables. Victor MADELAINE à Hayange (4.466 voix, 35,2 %), bénéficiera au second tour des 3.364 voix (26,5 %) du P.C.F. et des 197 voix (1,55 %) de la F.G.D.S. Il doit battre l'U.N.R. sortant.

A Fontoy, Roland MARCHESIN (11,4 %) arrive derrière le P.C. dont il devrait assurer l'élection au second tour.

A Metz-1, Jérôme LINDER, secrétaire fédéral, atteint 13,7 % et à Thionville Marcel GREGOIRE 5,13 %, dans un canton difficile où la F.G.D.S. n'atteint que 4 %.

NORD - 59. — A Maubeuge-S., U. BATIST réalise 5,1 % et son désistement devrait assurer le siège à la gauche.

OISE - 60. — A Formerie, M. MACREZ, présenté par le P.S.U. et la F.G.D.S., arrive en tête du ballottage. La décision est incertaine pour le second tour.

PAS-DE-CALAIS - 62. — La Fédération P.S.U. s'accroche dans un département où la gauche nouvelle n'a encore que de faibles positions. Elle échoue à Lillers (Julien LU-GEZ, 2,67 %), apparaît pour la première fois dans le canton réactionnaire d'Audruicq (André BRAULE, 4,04 %), progresse à Calais-S.E. par rapport aux législatives (Albert CHIFFLARD, secrétaire fédéral, 5,81 %).

BASSES-PYRENEES - 64. — A Bayonne-N.E., le maire Grenet, Centre Démocrate aux législatives, fédéré aujourd'hui, arrive en tête suivi par le maire communiste du Boucau Abadie; malgré une campagne courageuse, le P.S.U. ne compte encore que faiblement (Georges MENAUT, 2 %). A Lescar, en revanche, Léopold VILLECAMPE dépasse les 20 %. A Naye-Est enfin, les résultats sont des plus encourageants : droite : 2.756 voix ; P.S.U. avec soutien F.G.D.S. : 2.615 voix ; P.C.F. : 232 voix. Henri PRAT, candidat du P.S.U., a donc des chances sérieuses d'être élu dimanche prochain.

HAUTES-PYRENEES - 65. — Un seul essai du P.S.U. mais le résultat est encourageant. A Mauléon-Barousse, Jean LAS-SUS, tout jeune candidat, provoque le bal-lottage du notable radical et, avec 20,5 % des voix, devance largement le P.C.F. (5,4 %).

RHONE - 69. — Gros effort de la Fédération P.S.U. qui présentait 11 candidats. A Lyon même, 7 candidats qui obtiennent respectivement : Geneviève ROZET, dans le 2^e canton, 3,20 % ; Suzanne GERBE, dans le 4^e canton, 5,98 % ; Elie DEPAR-DON, dans le 6^e canton, 6,57 % ; Hélène PICOT, dans le 7^e canton, 6,4 % ; Jean ROUCOUSE, dans le 8^e canton, 7,9 %, où la F.G.D.S. ne présentait pas de candidat contre le maire Pradel, réélu avec 78 % des voix. Louis CROUPI, dans le 9^e canton, 3,5 % ; Pierre SIMON, dans le 12^e canton, 11,02 %. A Villeurbanne-Nord, Nicolas JACOBELLI fait 10,24 % et à Villeurbanne-Sud Maurice DELAY 8,07 %. Il faut noter que dans le deuxième de ces cantons, Etienne Gagnaire, exclu de la S.F.I.O., a néanmoins reçu le soutien des Indépendants et de la S.F.I.O. locale, tandis que le club « Citoyens 60 » appelait à voter pour le candidat P.S.U. ou celui du P.C. A Villeurbanne-Nord, André Valance, conseiller général sortant, a en même temps le soutien de la F.G.D.S. et des Indépendants. Il va sans dire que dans aucun de ces cantons le P.S.U. n'apportera sa caution à de telles alliances. A Anse, Gérard DUBREUIL (6,20 %) et à Vaugneray Michel LECOINTE (6,9 %) apportent le témoignage du développement de notre implantation.

HAUTE-SAONE - 70. — A Champagny, Alphonse PHEULPIN, sortant P.S.U. et maire de Ronchamp, est réélu dès le premier tour.

SAONE-ET-LOIRE - 71. — A Mâcon-Sud, première expérience cantonale du P.S.U. qui est intéressante. Jean CHATELET, secrétaire fédéral, atteint un pourcentage de 8,1 %.

SARTHE - 72. — Au Mans, le P.S.U. participe pour sa part aux progrès de la gauche : Monique ROUXEL (1^{er} canton, 4,34 %), Emile BOURNEUF, secrétaire fédéral (4^e canton, 5,07 %), Camille HUAU (6^e canton, 6,51 %).

HAUTES-MAINE - 74. — A Annecy, Pierre MANNEVILLE, candidat du P.S.U., soutenu par la F.G.D.S., obtient un résultat (10 %) inférieur à celui des législatives. Il est manifeste qu'une partie des suffrages F.G.D.S. s'est portée sur le maire d'Annecy, Bosson, Centre Démocrate, qui l'emporte. A Thonon, Paul ESCALLON atteint 11,5 % sans concurrent de la Fédération.

SEINE-MARITIME - 76. — Progression générale du P.S.U. A Rouen (5^e canton), Robert DUBREUIL (8,35 %) améliore sa position des législatives. Au Havre (2^e canton), Paul REGUER (9,03 %) devance la F.G.D.S. et progresse par rapport à 1961, comme le fait également Michel LEBORGNE (4^e canton, 5,75 %). A Lillebonne enfin, face au ministre Bettencourt, Pierre VIGREUX maintient le résultat P.S.U. des législatives.

SOMME - 80. — A Albert, Jean-Pierre MARTEIN, face à un P.C. et un F.G.D.S. fortement implantés, confirme l'existence du P.S.U. dans ce secteur (7,1 %) tandis qu'à Montdidier François ETIENNE obtient 15,1 % des suffrages.

VOSGES - 88. — A Saint-Dié, Pierre NOEL, maire de la ville et membre du C.P.N., arrive largement en tête de tous les candidats avec 46,9 % des voix. Il battra dimanche prochain l'U.N.R. sortant.

YONNE - 89. — A Saint-Florentin, où le gaulliste est réélu, Michel DARLOT, sans concurrent F.G.D.S., atteint 14 % tandis qu'à Flogny Emile BLAISE, soutenu par le P.S.U. et la F.G.D.S., obtient 18 %.

Région parisienne

YVELINES - 78. — Le P.S.U. présentait 14 candidats et aucun accord n'avait pu intervenir entre les formations de gauche.

A Saint-Nom-la-Bretèche, René CROZET, continuant la percée effectuée par Michel Rocard aux élections législatives, arrive en tête de la gauche avec 23,3 % des voix. Avec le désistement du P.C. (23,1 %) et de la F.G.D.S. (22,6 %), il a de fortes chances de l'emporter et de battre l'U.N.R. dimanche.

A Guerville, M. TURPIN, présenté par le P.S.U., atteint 19 %. A La Celle-Saint-Cloud, Paul BOSC (10 %), améliore ses résultats de 1961.

Les résultats des autres candidats sont :

- Versailles-Nord : Christian BOULANT : 7 %
- Versailles-Sud : Basile VOLOKHINE : 3 %
- Versailles Nord-Ouest : Michel SERVATIUS : 5,6 %
- Versailles-Ouest : Elie GRANDJEAN : 4,41 %
- St-Germain-Nord : Solange DEBAY : 3 %
- St-Germain-Sud : Claude NERY : 9 %

- Poissy-Sud : Monique MARTIN : 4,3 %
- Houilles : Claude MENAGER : 5 %
- Chevreuse : TRUCHON : 7 %
- Mantes : François DELLA SUDA : 4,5 %
- Aubergenville : Pierre FREBOURG : 6 %

ESSONNE - 91. — Le P.S.U. présentait 10 candidats — dont 7 aux termes d'un accord de premier tour n'avaient pas de concurrents F.G.D.S. Les résultats sont les suivants pour ces 7 cantons :

- Brétigny : Jacques PERCHE : 12,8 %, première expérience dans un canton où s'affrontaient 8 candidats.
- Etampes : Jacques LAIK : 7,7 %
- Longjumeau : José GARCIA : 5,01 %
- Ste-Geneviève-des-Bois : Yves TAVERNIER, membre du P.S.U. et Secrétaire fédéral : 10,82 %, soit une progression de 2 % par rapport au total P.S.U.-F.G.D.S. des législatives.

- Bieures : Henri DAVID : 12,5 %
- St-Chéron : Jean DARDENNE : 4,8 %
- Brunoy : Yvon ROBERT : 16,2 %, obtenus après une campagne particulièrement active.

Dans les 3 autres cantons, les résultats donnent :

- Savigny : Gérard BOSC : 4,6 % (F.G.D.S. - 10,4)
- Montgeron : Jean-Claude MICHEL : 3,8 % (F.G.D.S. - 6,2)
- Corbeil : Michel BETRENCOURT : 8,2 % (F.G.D.S. - 11,9)

Dans tous ces cantons, le P.C.F. arrive largement en tête de la gauche.

HAUTS-DE-SEINE - 92. — Le P.S.U. présentait 14 candidats. Aucun accord de premier tour à gauche.

Compte tenu des difficultés de scrutin pour un parti jeune et qui ne compte pas de notables, la campagne des cantonales a été considérée ici avant tout comme une campagne de propagande et d'implantation. De ce point de vue, la plupart des résultats sont encourageants, principalement les 7,9 % à Rueil-Malmaison-Nord (Roland LECHANTRE), les 6,2 % à Chaville (Georges BERTHE), les 7,2 % à Meudon (Lucien HANS), et les 10,2 % à Bourg-la-Reine (Bernard RAVENEL), pourcentages qui vont servir de base solide à de jeunes sections dynamiques.

Le P.S.U. garde sa place ou progresse dans des zones d'implantation plus anciennes, où le travail à long terme ne porte ses fruits que très lentement. La montée constante à Courbevoie, surtout à Bécon, conduit aux 7,3 % de Daniel PIGOT. Les trois résultats du secteur Clamart - Plessis-Robinson - Chatenay-Malabry et Sceaux (Jacques BRUNETIERE - Simone JANODET - Henri LECLERC - 5,5 % - 7,25 % - 9,5 %) confirment notre bonne tenue dans cette zone où les efforts de Depreux sont maintenant bien pris en relèvement.

Nos déceptions portent sur le secteur Levallois-Clichy et sur Suresnes où les fortes municipalités en place (S.F.I.O. à Clichy et à Suresnes, P.C. à Levallois) ne laissent que peu de place à notre affirmation originale.

SEINE-SAINT-DENIS - 93. — L'implantation du P.S.U. dans ce département, où la gauche traditionnelle est très puissante, se développe. Commencée à l'occasion des dernières législatives (3 candidats ayant recueilli respectivement 3,7 %, 4 %, 3,4 %), elle se poursuit par la présentation de 17 candidats aux cantonales. La Fédération de Seine-St-Denis commence à recueillir les fruits de sa politique courageuse : 10 candidats ont, cette fois, franchi la barrière des 5 %, démontrant l'existence d'un réel courant, caractérisé en particulier par les scores de Michel URANGA (8,5 %) à Pantin, Jean GALLOY (7,5 %) à Clichy-sous-Bois, Daniel MIGNOT (7,4 %) à St-Ouen, Gilbert PALLIER (5,5 %) à St-Denis.

L'exemple le plus probant de cette politique est celui d'Epinay. La section a été constituée au moyen d'adhésions (14 en une seule soirée) recueillies à l'occasion des dernières élections législatives.

Son candidat aux élections cantonales, Jean-Claude BAUER, réalise 7,4 %, et la liste qu'elle présentait à l'élection municipale partielle atteint 13 %, la liste de la gauche traditionnelle 39 %.

La majorité absolue au Conseil Général est d'ores et déjà acquise au P.C.

VAL-DE-MARNE - 94. — L'effort d'implantation tenté par la Fédération du Val-de-Marne (11 candidats) obtient des résultats intéressants dans ce département où il est difficile de prévoir dès maintenant de quel côté penchera la balance au 2^e tour.

Trois résultats sont en particulier à signaler, à la fois parce qu'ils révèlent le remarquable travail des militants dans ces cantons et parce que prometteurs pour l'avenir. Ce sont Thiais où Gérard MARONCLE, sans candidat F.G.D.S., obtient 13,1 % des suffrages ; ainsi qu'Ivry-Est (Guy PREAUDAS, 5,48 %) et Bry-sur-Marne (Jacques PIETRI - Secrétaire Fédéral 6,5 %) ; dans ces deux circonscriptions, le P.S.U. a manifesté avec éclat qu'il fallait désormais compter avec lui.

La Varenne-Bonneuil (Odette MARCELLE, 5,1 %), L'Hay-les-Roses, (Jean POMMIER, 5,2 %), Ville-neuve-Saint-Georges (Edouard MADAULE, 5,1 %) et Villejuif (Pierre LEVY, 4,5 %) obtiennent des scores non dénués d'intérêt.

VAL-D'OISE - 95. — Le P.S.U. présente 6 candidats. Aucun accord n'a été possible entre les forces de gauche pour le premier tour.

A Sarcelles, Jacques FRENAL (14,10 %) devance la F.G.D.S. mais arrive loin derrière le P.C. Il en va de même à Eaubonne pour Paul ANCELIN (11 %). A Ermont, Robert COCOGNE atteint 6 %, à Montmorency, Robert PEYRON 5,45 % et à Argenteuil, André TONDEUR 4,9 %.

EDI

PIERRE NAVILLE
La guerre et la révolution. I
GUERRES D'ASIE
Vietnam et Corée

1 vol., 320 pages

18,50 F

PIERRE NAVILLE
La classe ouvrière
et
le régime gaulliste

1 vol., 492 pages

18 F

Etudes et Documentation Internationales
29, rue Descartes, Paris 5^e
C.C.P. Paris 18 462-71

Partis

Le M.R.P. : un mort utile

Lucien Saintonge

Les partis démocrates-chrétiens des pays d'Europe occidentale se portent assez bien. Généralement, ils sont au pouvoir. C'est le cas notamment en Italie et en Allemagne où, dans les deux pays, ils gouvernent en étroite collaboration avec les démocrates-socialistes. En France, la situation est bien différente puisque le M.R.P. vient récemment de décider son suicide, sa disparition. Une telle distorsion entre la France et les autres pays d'Europe occidentale mérite quelques explications. Et surtout, la mort d'un parti politique vaut bien qu'on rappelle brièvement quelques éléments de sa biographie.

Issu de la résistance

C'est à la fin de l'année 1943, à Lyon, que les éléments chrétiens de la Résistance décident de fonder un mouvement. Pour eux, il s'agit de réconcilier la démocratie et la religion chrétienne. En novembre 1944 se tient le congrès constitutif du Mouvement Républicain Populaire (M.R.P.). Beaucoup de militants chrétiens ont en effet participé à la Résistance qui a été pour eux l'occasion de saisir la nécessaire dimension politique de leur combat. G. Bidault — futur M.R.P. — est le président du Conseil National de la Résistance. Le C.N.R. adopte, pendant les combats, le programme politique de l'après-guerre ; un grand vent d'espoir souffle dans les esprits des résistants. On allait enfin construire une France démocratique, socialiste, humaine. Le programme du C.N.R. sera la base politique du M.R.P. Il le défendra après les hostilités. Une fois celui-ci appliqué, le M.R.P., démuné de tout projet politique à long terme, ne saura ou ne voudra plus aller plus loin.

Le seul rempart efficace

Le M.R.P. participe donc au gouvernement dès après la guerre. G. Bidault occupe déjà le ministère des Affaires étrangères. Aux élections du 21 octobre 1945, il obtient un grand succès. Il a pour lui à ce moment d'énormes avantages : les Français veulent du « nouveau » et au milieu de la réapparition des partis traditionnels, lui seul répond à ce besoin. Il incarne mieux que tout autre parti le sentiment de reconnaissance et de fidélité au général de Gaulle. Et surtout, devant la montée de la gauche et la chute libre de la droite collaborationniste, il apparaît aux yeux de nombreux Français comme

le seul rempart efficace contre les « partis marxistes ». Avec 23,9 % des S.E. (1), il est le second parti de France derrière le Parti Communiste. Arithmétiquement pourtant, la S.F.I.O. et le P.C.F. ont la majorité à cette assemblée (302 voix sur 583). Mais les socialistes craignent le tête-à-tête avec le P.C. et préfèrent « un dialogue à trois » où ils pourront mieux jouer un rôle d'arbitre.

Sans de Gaulle

Puis un événement important survient : le départ de De Gaulle. Il semble que ce dernier espère alors que certains dirigeants du M.R.P. feront un geste pour le retenir au pouvoir. (Il lui faudra attendre douze ans pour que Pflimlin, appuyé par G. Mollet, vienne le chercher à Colombey.) C'est alors dans l'indifférence générale que le Général s'éloigne du pouvoir. Il semble que ce soit à ce moment que se situe la grande erreur du M.R.P. ; après avoir été avec de Gaulle, le M.R.P. est sans de Gaulle ; un an plus tard, il sera contre lui (dirigeant du R.P.F.). L'opposition à de Gaulle ne sera jamais profitable au « parti de la fidélité ».

Et cependant, aux élections du 2 juin 1946, le M.R.P. devient le premier parti de France. A ce moment, le M.R.P. a déjà fait, à l'occasion du problème des institutions françaises, un premier bond à droite. Pour défendre le régime parlementaire contre le gouvernement d'assemblée (voulu par la S.F.I.O. et le P.C.F.), il se rapproche des radicaux et des modérés.

« Bidault sans Thorez »

L'élaboration du deuxième projet de constitution consomme la rupture entre le M.R.P. et de Gaulle. C'est le M.R.P. qui a inspiré le projet ; de Gaulle s'y oppose violemment. Au référendum, le projet est adopté mais les électeurs du M.R.P. ont plutôt suivi la consigne du Général. C'est déjà le prélude d'un effondrement futur. Aux élections législatives qui suivent, le M.R.P. accuse une baisse légère. Sa campagne électorale est faite sur le thème de l'anti-communisme : « Bidault sans Thorez ».

A partir de 1946, il y a véritablement un glissement de plus en plus accusé de la politique française vers la droite ; c'est le M.R.P. qui en est le principal acteur.

D'autre part, certains républicains populaires n'ont pas accepté le di-



De la Résistance à l'autre.

A.D.N.P.

vorce d'avec le général de Gaulle. Quand, aux élections municipales de 1947, les gaullistes s'affirment sérieusement (sous le nom de R.P.F.), MM. Michelet et Terrenoire abandonnent le M.R.P. pour rallier l'inter-groupe gaulliste constitué au Parlement.

Le même électorat ?

L'ascension rapide du R.P.F. de 1947 à 1951 se fait presque exclusivement au détriment du M.R.P. Cela éclate au grand jour aux élections de 1951 où il tombe de 25,9 % des S.E. à 12,6 % ; de 5 millions de voix à 2,4 millions ! Grignoté partout par le R.P.F. et les modérés, le M.R.P. commence à se « régionaliser » : il garde surtout ses bastions de l'Ouest et de l'Est.

Il n'en reste pas moins dans un gouvernement de droite présidé par M. Plevin. Il justifie sa participation par l'éclatement de la querelle scolaire au sujet de laquelle seule une entente avec la droite est possible. Puis les Républicains populaires participent au gouvernement Pinay en 1952. Les éléments les plus à gauche (syndicalistes, jeunes) s'agitent et résistent. Pour les dirigeants qui se coupent de plus en plus de leur base militante, un seul objectif compte alors : faire l'Europe.

Mollet mais pas Mendès

Avec Mendès France, ils sont bien plus réservés. Ils s'abstiennent au vote d'investiture, puis ils s'opposent constamment à lui. Il est vrai que pour la première fois depuis la fin des hostilités, Mendès France leur ravit le ministère des Affaires étrangères qu'il occupe personnellement. Après la chute de Mendès France, ils reviennent tout naturellement au

gouvernement. Leur nature est de participer pour infléchir.

En 1956, la régionalisation du M.R.P. s'accroît encore. Quand G. Mollet arrive au pouvoir, les Républicains populaires reprennent leur tactique inaugurée sous le tripartisme : pour éviter que la S.F.I.O. ne se rapproche trop du P.C., ils soutiennent le gouvernement Mollet. D'ailleurs, les socialistes ne sont-ils pas comme eux de bons Européens ?

Le M.R.P. revient bien vite aux postes gouvernementaux après la chute de Mollet. Mais F. Gaillard ne résout pas le drame algérien. M. G. Bidault, au sein du M.R.P., prône une politique nettement « Algérie française ». Beaucoup le suivent mais il n'obtient pas la majorité de son groupe parlementaire.

Un triste bilan

Pour le M.R.P. comme pour la S.F.I.O., impuissants à définir une politique algérienne de décolonisation, une seule solution s'impose : aller rechercher le général de Gaulle à Colombey.

A ce moment, véritablement, il ne reste plus grand chose du grand mouvement de masses issu de la Résistance : un réseau de notables que certains mouvements de jeunesse ou corporatifs ont pu dégager.

Les derniers moments

On connaît mieux l'évolution du M.R.P. sous la V^e République (2). Rien ne change d'ailleurs. Les grandes constantes qu'on a pu dégager de l'histoire de ce parti sous la IV^e République se perpétuent : importance accordée à la politique extérieure (européenne et atlantique) ; continuation du glissement à droite, ambiguïté des rapports avec de

Gaulle et le gaullisme. De 1958 à 1962, le M.R.P. soutient le gouvernement. Puis, le 15 mai 1962, le général de Gaulle tient une conférence de presse au cours de laquelle il parle en termes sarcastiques et violents de l'Europe intégrée. Le M.R.P. réagit : M. Pflimlin et les ministres M.R.P. démissionnent. Le parti passe dans l'opposition et participe notamment au « cartel des Non » lors des élections de 1962. Encore une fois, son opposition au gaullisme ne lui profitera pas : sur la base des élections législatives de 1958, il perd un quart de son électorat.

Après 1962, le M.R.P., faisant alliance avec le Centre National des Indépendants au sein du Centre Démocrate, se situe résolument à la droite du gaullisme. Issu de la gauche, se prétendant du centre, il est en fait une force de droite.

Quelques individualités restent cependant encore attachées au Géné-

ral : MM. Schuman notamment mais le ministère des Affaires étrangères ne lui est plus réservé...

C'est enfin l'échec bien connu du groupement de M. Lecanuet aux dernières élections législatives.

Un combat inégal

M. G. Montaron a raison. La première erreur du M.R.P. a sans doute été de naître. La seconde aura été de se maintenir coûte que coûte au pouvoir, cautionnant, puis (l'idéologie manquant) faisant sienne une politique de droite. La troisième erreur (tactique, celle-là) fut de n'avoir pas compris que contre de Gaulle, le M.R.P. ou le Centre Démocrate n'est pas de taille. Le combat n'est pas équilibré. Après de Gaulle, le courant démocrate-chrétien pourrait renaître... à moins que Giscard d'Estaing ne s'en empare. □

- (1) S.E. : suffrages exprimés.
(2) Voir le n° 313 de T.S.

Misère de la rentrée scolaire

A. Peyrefitte a estimé fort satisfaisantes les conditions de la rentrée scolaire 1967-68. Sans doute son voyage au Canada ne lui avait-il pas permis de réunir une information suffisante. Il faut bien, en effet, qu'il ait ignoré les faits que nous citons ici, à titre d'exemples.

Ils montrent suffisamment comment « le scandale s'est diffusé à travers tout l'enseignement du premier et du second degré » ainsi que l'a rappelé le Comité Politique National du P.S.U., le 10 septembre.

A l'école primaire de Coligny (Ain)

Ces dernières années, les classes primaires de Coligny (chef-lieu de canton rural de 1.100 habitants) ont vu leurs effectifs augmenter régulièrement par suite de la désaffection progressive à l'égard de « l'école privée ». (A la fin de l'année scolaire 66-67, la classe maternelle avait 60 élèves inscrits de 2 à 6 ans.)

La rentrée scolaire 67 voit ces effectifs augmenter encore considérablement du fait de la fermeture de l'école confessionnelle. Une ouverture de classe a été demandée (un local était disponible) mais refusée. (Depuis deux ans, aucune augmentation de « postes primaires » n'a été obtenue dans l'Ain.) Toutes les créations dans les quartiers neufs des villes (Z.U.P. de Rillieux, banlieue lyonnaise) ont été compensées par des fermetures de classes rurales.

Comme il est impossible, à Coligny, de faire rentrer tous les élèves dans des classes exiguës, on a inventé une solution : on abattra la cloison

séparant la classe de cours moyen-fin d'études de la classe vide. On obtiendra ainsi une classe suffisamment vaste pour contenir une bonne quarantaine d'enfants de 10 à 14 ou 15 ans de niveaux intellectuels les plus divers.

Cette classe terriblement difficile sera conduite par une jeune institutrice (les plus anciennes ne voulant pas d'une telle classe). Institutrice consciencieuse, désireuse d'améliorer ses méthodes pédagogiques (elle fait, pendant ses vacances, un stage « Ecole moderne »).

Or, malgré sa bonne volonté, cette jeune enseignante risque d'être rapidement débordée, découragée même du fait qu'il lui sera pratiquement impossible de pratiquer des méthodes actives, d'individualiser le travail à cause de la surcharge de sa classe.

Pourtant une bonne partie des élèves aurait particulièrement besoin de telles méthodes. En effet, une moitié au moins devrait être en classe de

perfectionnement ou de transition. De plus, cette année, par suite de la loi sur la prolongation de la scolarité, des enfants de plus de 14 ans (l'une d'elles est d'un niveau de cours élémentaire) resteront dans cette classe de quarante élèves dont certains préparent l'entrée en sixième, d'autres le C.E.P.

Cet exemple de Coligny est peut-être particulier, mais des illustra-

tions semblables pourraient être multipliées dans bon nombre de petits centres ruraux où l'on observe en règle générale une augmentation d'effectifs due, le plus souvent, à la fermeture de « classes uniques » de hameaux ou de petites communes (c'est le cas dans toute la région montagneuse de ce département) et où il n'existe ni classes de perfectionnement, ni classes de transition, ni classes terminales.

La maternelle

Les maternelles (quand il en existe) ont également des effectifs énormes. Dans le département, à Bourg et à Ambérieu par exemple des classes maternelles de 2 à 4 ans ont 80 élèves inscrits, ce qui totalise une moyenne de 50 à 60 présents dans l'année.

Ces classes maternelles sont toujours confiées, comme bien souvent les classes de Fin d'Etudes et les « classes avec tous les cours » à de jeunes institutrices débutantes qui, bien qu'attirées au départ par l'enseignement désireuses bien souvent de révolutionner la pédagogie traditionnelle, affichent très vite un dégoût de leur métier et font des dépressions nerveuses.

— Par ailleurs le recrutement des « Remplaçants éventuels », institution récente, est un problème véritablement scandaleux. L'an dernier,

dans l'Ain, les remplaçants recrutés l'ont tous été sous cette appellation. Il en sera probablement de même cette année : L'administration prétend avoir suffisamment d'instituteurs ; les jeunes bacheliers qui demandent à rentrer dans l'enseignement primaire sans être normaliens, sont donc inscrits sur une liste de « suppléants éventuels ». C'est-à-dire qu'ils n'ont aucune garantie d'emploi. Si on a besoin d'eux en cours d'année, on leur fera signe. Ils peuvent attendre ainsi plusieurs mois sans savoir s'ils auront du travail et sans aucun salaire, bien sûr. Ils ne peuvent accepter aucun travail provisoire puisque le jour où on les appellera pour un remplacement, ils devront être disponibles sinon ils seront rayés de la liste. C'est ainsi que bon nombre de bacheliers de familles modestes ont dû renoncer à l'enseignement car ils leur fallait « gagner leur vie » au plus vite.

Enfants inadaptés ou retardés

Un quart des enfants scolarisés entrent dans cette catégorie, pour des raisons caractérielles ou une déficience mentale ou physique.

Or, on est loin de trouver ce rapport entre les classes s'occupant de ces élèves et les classes normales. Pour la commune de Mont-Saint-Martin, où il y a environ 25 classes de garçons, il n'existe à ma connaissance que 2 classes spéciales. On est loin du compte (1/4 des élèves — 2/25 de classes), d'autant que l'effectif des classes normales est compris entre 25 et 30 alors que ces classes spéciales doivent se limiter à 15. Pour cette commune, cela donne, si l'on prend une moyenne de 25 élèves par classe : 625 élèves (garçons) parmi lesquels on peut compter au moins 100 inadaptés. Il n'y a que deux classes, donc 30 élèves intéressés : 70 sont laissés pour compte.

responsable politique
êtes-vous

BIEN ÉQUIPÉ ?

L'homme d'aujourd'hui est sollicité sans cesse par des messages d'information, de propagande ou de publicité, qui s'appuient sur les derniers progrès techniques de duplication. De son côté l'information syndicale, pour atteindre son but, a besoin d'un équipement moderne, rapide et sûr. A l'intention des responsables, Gestetner a mis au point une ample documentation, véritable tour d'horizon des procédés modernes de duplication, stencils et offset. Les méthodes, les matériels, leurs rendements, leurs applications y sont clairement confrontés. D'utiles conseils sont également inclus pour l'établissement des documents et pour la gravure des stencils ou plaques. Demandez le Cahier n° 337 à GESTETNER, 71, rue Camille Groult, 94-VITRY. Tél. 482.47.85.

Venez voir Gestetner au
SICOB - Façade Perronet -
Niveau 2 - Zone B - Stand 281.

Cinéma

Loin des balalaïka

Bernard Le Saux

— Alors, cette semaine du Cinéma soviétique, quoi de neuf ?

— Rien. Eisenstein reste le plus grand.

— Parbleu ! on ne prête qu'aux riches.

— Mais non, tous ceux qui ont vu l'inoubliable suite de plans fixes du Pré de Béjine (film qu'il n'acheva jamais) vous le diront. Le mot « sublime » qui vient trop rarement sous la plume lorsqu'il est question de cinéma, n'est nullement déplacé quand il s'agit d'Eisenstein. Il est bien le Michel Ange du 7^e Art. Il partage avec le Maître de la Chapelle Sixtine la même puissance visionnaire. On ne l'a pas remplacé. Si les jeunes cinéastes soviétiques pâlisent à l'ombre de ce géant, ils ont droit à un peu d'indulgence. Et certains à notre sympathie, comme le jeune Ichmoukhamedov qui présente avec « Tendresse » le premier film ouzbek qu'il nous ait été donné de voir, le plus séduisant de cette semaine du Cinéma soviétique.

— Bon c'est tout ?

— Oui et non. Si les films présentés ne furent pas des « révélations » ils ne laissent cependant pas indifférent. Cela ne tient d'ailleurs pas à des raisons purement cinématographiques.

— A quoi, alors ?

— A une certaine façon de voir les choses, de traiter les sujets. On s'aperçoit que beaucoup de choses sont en train de changer en U.R.S.S. Avec l'avènement de la nouvelle génération, laquelle n'a pas été marquée par les trois événements capitaux qui ont façonné ses aînés : la Révolution, l'ère stalinienne, les horreurs de la dernière guerre. C'est une génération de temps de paix, ayant à peine connu les restrictions, qui s'est tout naturellement intégrée dans une société d'abondance. Forcément l'optique n'est pas la même. Par exemple, quand Guerassimov dans « Le Journaliste » promène son jeune héros au cours d'une longue séquence dans les milieux les plus sophistiqués de la vie parisienne : Grande Première et restaurants de

la rue St-Benoît, on s'attendrait pour le moins à une satire virulente de cet échantillon de notre société-capitaliste-dégénérée. Eh bien, pas du tout. Tout au plus un clin d'œil, d'une complicité ambiguë.

— Tiens, tiens.

— Il y a mieux. De quoi croyez-vous qu'ils parlent ces jeunes Soviétiques : Mao Tsé-toung, Vietnam ? Ils laissent ces graves sujets à nos cinéastes occidentaux engagés, qui soignent leur mauvaise conscience à coup de messages. Eux préfèrent parler d'amour. Sans complexes. C'est même leur unique préoccupation figurez-vous. Mais il y a mieux. Allez donc voir « Zossia » qui est sensé se passer pendant la libération de la Pologne. L'auteur du film a 26 ans. Dieu ! que la guerre est jolie, pour ce jeune homme. « Hitler, connais pas » vaut autant pour les jeunes soviétiques que pour nos yé-yés.

— Ces gentillesse étant dites, reconnaissons néanmoins un certain humour, une discrétion pudique, une horreur de la « démonstration », assez sympathique. Youtkevitch s'attache à donner de Lénine un portrait familial, humain (sans céder à la démagogie), qui ne manquera pas de conviction. On retrouve par moments cette approche intimiste des gens, des choses, si bien exprimée par le jeune cinéma tchèque. Les cinéastes russes ont un peu l'air de prendre le train en marche. Ce qui frappe c'est le cosmopolitisme qui marque de plus en plus les civilisations industrielles. Le cinéma suit l'évolution et consent de moins en moins à se montrer en habits folkloriques. Quand il le fait, c'est pour les besoins de l'exploitation. Voyez la Chine, le Japon.

— Mais le souffle épique d'autrefois, la grande âme russe, que devient-elle dans tout cela ?

— Je crains bien... Le tragique sied mal aux petits-fils embourgeoisés des révolutionnaires d'Octobre. Et puis, Eisenstein est mort. Attendons. Après tout le cinéma ne peut pas s'offrir un Michel Ange tous les 25 ans. □

Le regard de Godard

Jean Helms

Godard a de quoi être amer : en dépit de la vigilance conjugée de l'Humanité et du Figaro, la Révolution culturelle a fait, grâce à lui, son apparition au cinéma mais... les Chinois ne le savent pas. « La Chinoise » les a consternés. Qui donc alors se passionnera pour ce coup de « Moncada » solitaire, la plus belle explosion de romantisme

que le cinéma ait produit depuis « Pierrot le Fou » ?

Moins lyrique cette fois, le trait de « La Chinoise » est plus acéré, le dépouillement plus sévère, plus « maoïste » en somme : unité de lieu, d'action, de couleurs, rarement un tempérament aussi riche que celui de Jean-Luc Godard aura tendu à une telle simplicité d'expression, une telle



De quoi être amer.

pureté dans le regard après les scories lumineuses de ses derniers films. Une telle tendresse aussi.

Que ces cinq jeunes gens vivent en vase clos leurs étranges vacances marxistes n'y change rien : nous nous sentons profondément concernés, remués par ce modèle impossible qu'ils se sont proposés. Après une année

Pour vivre ou pour rêver ?

Dieu que la lumière est douce sous les filtres fumés de la caméra de Lelouch. Dans *Vivre pour vivre* la séduction par l'image est permanente, du générique olympique et feutré aux retrouvailles finales sous la neige. C'est tout juste si on a le temps de prendre des notes de peur de manquer le Boeing atterrissant sur une musique douce de saxo, Girardot devant une sculpture « cinétique » ou la vitre d'un train, ou encore un champ de patineurs américain traité à la Breughel. En somme nous partageons inconsciemment l'anxiété de Lelouch, attentif, lui aussi, à ne pas manquer « la » belle photo.

C'est trop. Le protagoniste peut être un champion. Une fois. Qu'une amoureuxse guette à la télévision. Une fois. Ça ne peut pas toujours être un héros qui nous cligne de l'œil, comme les princes des romans-photos, par le biais d'un écran.

Pire encore si on prend comme vedette, un comédien qui a précisément les tics — et le succès assuré — d'une vedette telle que Montand. Girardot, elle-même, la grande mais mimétique Annie Girardot se conforme à son partenaire, et ne redevient elle-même que solitaire sur une couchette de

d'incertitudes, de calomnies et d'absurdités, c'est le premier constat sensé et respectueux sur un certain écho en France de la délirante gestation de Pékin. Jamais le socialisme n'aura paru plus neuf, ni plus vivant que dans la bouche de Anne Wiazemski, malgré, ou peut-être à cause des savoureuses déviations qu'elle lui fait subir avec ses amis (soit dit en passant, ici l'égalité sexuelle n'est pas une vaine revendication, la femme chez Godard s'affirme comme un autre lui-même).

On peut ne pas approuver l'explication du révisionnisme telle que nous l'administre Leaud-Godard, ou contester l'émouvante scène de la Vietnamiennne réclamant en vain l'aide de Kossyguine tandis qu'un avion en miniature grogne au-dessus d'elle. Du moins on comprend le message parfaitement. Plus intellectuel, le beau dialogue avec Francis Jeanson traduit tout aussi clairement la volonté désespérée de Véronique d'extirper nos modèles culturels à la racine pour ne plus jamais retomber dans des structures d'exploitation.

Et pourtant ce film, si vivifiant dégage une certaine mélancolie que soulignent admirablement de furtives plaintes de violons : c'est « aussi » sur des vacances d'adolescents qu'on ferme ces volets peints aux couleurs de Rochefort. La lutte des classes, sans doute, mais la classe tout court va recommencer. Il n'empêche. On sait maintenant de quel côté se tourne, ou plutôt de quoi se détourne, la jeunesse que scandalisent la bêtise ou la barbarie des bien nantis : suivez le regard de Godard.

train ou interrogée par un interlocuteur invisible, après que son journaliste l'eût quittée. Toutes proportions gardées, c'est la jeune Candice (la maîtresse américaine), coquine amusée, qui est finalement la plus convaincante parce que bien adaptée à ce climat de faux-semblant.

Mais laissons là les comédiens, qui d'ailleurs parlent peu. Et c'est là où le bât nous blesse : Lelouch a l'intelligence de supprimer les dialogues inutiles, d'ajouter une musique où on ne l'attend pas et de faire, avec des dîners conventionnels et des croquis sur des domestiques, autant de brillants exercices de style.

« C'était beau l'Afrique » soupire tristement Candice lorsqu'elle regagne les Etats-Unis tandis que son amant va sagement retrouver sa femme. Alors à quoi bon ces très belles, trop belles séquences sur le Vietnam ou le camp des « affreux », digne des meilleurs reportages de Roger Louis, si une Américaine ne se souvient que des couchers de soleil sur les safaris africains (d'ailleurs remarquablement filmés et sonorisés) ? La réponse est prévisible : « Tout cela, c'est du rêve, c'est du cinéma ». Eh bien non, Lelouch ! Ce n'est pas ce que nous attendons du cinéma. □



Le Vietnam, cet inopportuniste.

Bernard

Théâtre

Le degré zéro du public

Claude Glayman

De « L'Arme blanche » directement inspirée par la guerre du Vietnam, nul ne saurait contester les défauts. Depuis longtemps l'on est averti que les bons sentiments ne font pas forcément de grandes œuvres. Pourtant là, l'injustice du public est plus que criante, scandaleuse !

Un foyer américain, le fils, une mère toute en caresses. Le père, minable commerçant, patriotard : le prestige de la boutique et du maire du village exigent que le gars aille là-bas défendre la patrie et la liberté menacées. 18 mois après, on guette un héros, c'est un tueur gangrené qui revient : entre le souvenir des sévices commis et un vautour symbolique, Stephen renversera les valeurs et fera revivre aux siens et au maire en un violent psychodrame la déchéance morale du soldat U.S. Ensuite ce sera le départ au pays de la douceur avec la mère retrouvée ; alors que le vautour, obsession du mal, cernera la famille prisonnière de la mauvaise foi américaine.

La faiblesse de l'œuvre tient au fait que l'auteur (qui a vécu l'Algérie) est parti d'une thèse et l'a ensuite incarnée dans des personnages

et une intrigue scénique. Au surplus l'expression et l'architecture dramatique appartiennent au théâtre traditionnel. Or malgré le schématisme des personnages et un langage trop anodin, la pièce atteint à une efficacité incontestable. Le déroulement singulièrement épuré force la conviction même s'il n'évite pas toujours une sentimentalité douteuse. Beaucoup de jeunes auteurs auraient de quoi envier une maturité et une percussivité qui permettent d'escompter des œuvres accomplies d'un homme qui a quelque chose à dire.

Il est vrai que la bouleversante présence de Katharina Renn transfigure littéralement le rôle de la mère. Alain Dorval, fils maladroit dans les premières scènes, sait faire sonner la violence dans la dernière partie. La tonalité américaine est rehaussée par les beaux décors de Françoise Darne conçus dans un bois blanc et mat. Quant à la mise en scène de F. Darbon, elle reste, traditionnelle ; non sans vigueur elle manque de cette imagination et d'une élaboration qui consolideraient un courant dramatique encore fragile.

Ce spectacle devrait intéresser et retenir le goût du public. Il est dé-

solant de ne compter qu'une centaine de spectateurs par séance ? Ainsi il n'existerait pas dans la région parisienne une audience capable de soutenir l'effort de l'Athénée ! N'est-il pas surprenant que tant de comités se préoccupent du Vietnam sans avoir songé à faire la liaison avec cette

représentation ! Comme me le glissait la caissière « Que voulez-vous, Monsieur, le public n'aime pas les histoires de guerre, il vient pour rire ». Et vive Frédéric ! Qu'en pensez-vous ? □

* « L'Arme Blanche » de Victor Haïm, Athénée, tél. : 073-82-23.

Variétés

Un Noir rassurant

Marc Echeverry

Un orchestre de Noirs qui se dandinent avec gentillesse crée d'abord une atmosphère sonore surchauffée. James Brown (*) peut alors apparaître, trapu dans sa redingotte criarde, et s'installer dans un fauteuil de « P.-D.G. » qu'il quittera bientôt pour martyriser son micro ou esquiver quelques pas convulsifs. Aux Etats-Unis on le considère aujourd'hui comme le meilleur chanteur de rock and roll.

Le rock, s'il descend incontestablement du blues, en est un héritier tout simple qui ne se complique pas la tête dans d'inutiles raffinements, il se contente de reprendre et de systématiser l'héritage traditionnel. L'abâtardissement dont le jazz est victime est alors compensé par la surpuissance rythmique et l'intensité du

cri. C'est efficace, même si notre sensibilité en sort émoussée.

Mais, malgré le rythme terrifiant d'un excellent orchestre, malgré la violence des hurlements et l'amplitude des contorsions, le spectacle de James Brown reste rassurant et somme toute d'assez mauvais goût. Le jeune Blanc se défoule par l'intermédiaire du chanteur noir qui mime ses impulsions et ses violences rentrées. Brown offre au Blanc l'image de son instinct vital débridé. C'est alors à une parodie de libération des forces élémentaires qui se livrent collectivement Blancs et Noirs. Cette fureur et ce bruit n'ont aucune valeur contestatrice. Après trois heures passées à l'Olympia, on peut aller se coucher sagement. □

* Olympia, boulevard des Capucines, jusqu'au 1^{er} octobre.

La divinité de Bobino

On le disait vieilli, attardé dans sa campagne ou les échos des orgues électriques ; c'est faux. Ferré n'a jamais été plus grand, ni plus émouvant. Ah, ce n'est faute d'avoir insulté son monde. Il se bat comme devant les décors nus de Bobino, le dos au mur. Et il chante avec des accents si purs qu'on a peur parfois que la voix se fende. Mais elle tient pour évoquer « Cette Chanson », « Les gares et les ports » ou « Le lit, cet enfer pavé de routes », quand il ne se recueille pas devant « cet air qui a servi cent fois à dire je t'aime, à dire tais-toi ». Son « Quartier latin » est moins heureux mais qui, par contre aurait pu dire que « La Marseillaise » était à ce point porteuse de lyrisme ?

Ses chansons pamphlétaires ont, bien entendu, provoqué des remous. Mais quoi ! on ne peut à la fois se fâcher quand il envoie la politique aux chiottes dans l'excellent « Salut Beatnik » et rire quand les autres

« ont voté » pour les cons-fédérés, dans une adaptation du jour d'ailleurs médiocre. Notez que, avec cette intempérance célinesque, tout le y passe, de Mireille Mathieu (dans une chanson à oublier) aux « fidèles de Mao, aux apôtres, aux Charlot ». Mais ça ne vaut tout de même pas « L'Affiche rouge » telle qu'il l'a interprétée l'autre soir, nettoyée de ses chœurs nous faisant regretter plus encore l'interminable brouille avec Aragon, ou l'irremplaçable « Mélancolie ». Allons, « Charlot n'a pas encore l'âge de Chaplin ». □

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

PERSONA (Suédois)
(V.O.)



La rencontre de Bologne

Les thèses du secrétaire général du P.S.I.U.P.

En plus du communiqué publié par les partis et mouvements réunis à Bologne (22-23 septembre), nous donnons à titre de document de larges extraits de l'allocution inaugurale prononcée par Tullio Vecchiotti, secrétaire général du P.S.I.U.P., député de Rome au Parlement italien. (Voir le communiqué page 4.)

Vendredi prochain 29 septembre, une délégation du Bureau national du P.S.U. recevra d'autre part une délégation du MAPAM israélien.

Cette rencontre veut être un échange de vues entre des forces politiques et mouvements qui ont en commun la volonté de lutter contre l'impérialisme et pour une paix basée sur le respect de l'autodétermination des peuples.

Dans notre région, les actions et les luttes ont des formes et des objectifs différents, mais ce qui fait leur unité c'est qu'elles ont en commun le même adversaire principal. Nous devons être conscients des dimensions nouvelles du conflit : notre région est devenue un des centres vitaux pour l'offensive impérialiste dans le monde. Ce serait une erreur de ne pas s'apercevoir qu'il y a une logique qui parcourt des situations apparemment aussi différentes que la survivance du fascisme en Espagne et au Portugal, sa réapparition en Grèce, la politique de l'OTAN dans la Méditerranée, la présence de bases militaires américaines et enfin le rôle de sentinelle avancée de l'Occident capitaliste et impérialiste qu'Israël a accepté de jouer au Moyen-Orient.

Par forces impérialistes, j'entends toutes les forces européennes, afro-asiatiques et latino-américaines qui dépendent de la puissance impérialiste dominante, celle des Etats-Unis et qui sont contraintes d'accepter la stratégie globale de cette puissance, sa stratégie des conflits locaux et de la réponse graduelle. Cette stratégie a obtenu des résultats remarquables partout dans le monde, sauf au Vietnam, où au contraire le gouvernement américain est en train d'user son prestige politique et militaire.

Aujourd'hui, on ne saurait parler de lutte contre le fascisme, contre le néo-colonialisme européen et sioniste, contre le pacte atlantique et la politique des blocs militaires, si l'on ne voit pas dans l'impérialisme l'adversaire principal et commun. Si l'on oublie la nature exacte de cette menace, on est conduit — et il faut pleinement évaluer ce danger — à surestimer la politique étrangère du

gaullisme, à donner à de Gaulle, par manque d'une stratégie commune des forces progressistes, le rôle de guide dans la lutte contre les Etats-Unis. Or, il est évident qu'entre la politique gaulliste et la lutte anti-impérialiste, il peut y avoir des moments et des objectifs partiels et tactiques communs, mais que les deux demandes sont de par leur nature même, de par leurs buts et leurs origines, profondément différentes.

Si l'on avait besoin de faits à l'appui de cette nécessité d'une stratégie commune qui trouve dans la lutte anti-impérialiste sa base principale, il suffirait de rappeler les conceptions anachroniques, mais qui persistent, d'une lutte antifasciste limitée à l'objectif de la restauration de la démocratie bourgeoise, qui souvent n'a même pas le mérite de la tradition dans certains pays où la démocratie a été plutôt l'exception que la règle ; il suffirait de rappeler la confusion, les équivoques et aussi les erreurs commises par ces tendances arabes et européennes qui, par le passé mais encore récemment pendant la période aiguë de la crise du Moyen-Orient, en mai-juin, ont posé la question du Moyen-Orient comme un fait circonscrit aux rapports israélo-arabes, à résoudre dans ces limites et isolé du contexte de la situation politique internationale.

Lorsqu'en Italie, par exemple, nous conduisons la lutte contre l'OTAN et demandons que notre pays ne renouvelle pas en 69 son adhésion au pacte, qu'il se prononce au contraire pour une politique neutraliste, nous ne limitons pas cette action aux seules questions de la sécurité et du développement du mouvement de classe en Italie. Nous sommes convaincus que notre lutte contre l'OTAN et pour la neutralité de l'Italie constitue une contribution active à la lutte plus générale contre l'impérialisme : une contribution qui vise à affaiblir et à neutraliser l'impérialisme en Europe et dans la Méditerranée et qui se lie donc à la lutte contre le fascisme

espagnol, portugais et grec, contre les tendances autoritaires et réactionnaires dans d'autres pays européens, aux efforts pour donner au nationalisme arabe les conditions internationales nécessaires pour son développement dans la paix et le progrès social.

C'est pour ces mêmes raisons que nous dénonçons comme une erreur grave ou comme une nouvelle diversion les thèses de ceux qui voudraient simplement réviser la politique atlantique, en oubliant la nature même du pacte que vingt ans d'expérience ont démontré n'être que l'alliance des pays capitalistes européens, sous l'hégémonie des Etats-Unis, afin de conserver des privilèges de classe et des rapports néocolonialistes avec tout au moins une partie du tiers monde. Nous n'avons rien de commun avec ceux qui voudraient par exemple démocratiser l'alliance atlantique en excluant les pays fascistes, comme si ces derniers n'étaient pas partie intégrante et indispensable de la politique de l'alliance et surtout du rôle de gendarme que les Etats-Unis se sont assignés aussi bien dans la Méditerranée que dans le reste du monde. La liquidation du fascisme dans notre région, est étroitement liée à la liquidation des positions de force que l'impérialisme maintient dans la Méditerranée.

En ce qui concerne le Moyen-Orient, je dois dire ouvertement que nous ne comprenons pas du point de vue politique, ni ne saurions accepter du point de vue idéologique, ces tendances qui dans le monde arabe semblent vouloir chercher la solution de cette question par l'expulsion du peuple israélien — et je tiens à souligner le peuple israélien que nous ne pourrions confondre avec l'Etat israélien dans sa réalité actuelle. Bien sûr les origines sionistes de l'Etat d'Israël, qui par surcroît est né d'une usurpation des terres arabes, contribuent à faire de cet Etat une base avancée de l'Europe capitaliste et surtout des Etats-Unis, un Etat foncièrement colonial coincé dans le sein de la nation arabe. Mais, malgré cela, à notre avis, la solution de la crise du Moyen-Orient ne saurait être trouvée dans le refus de l'existence du peuple israélien, d'autant plus que cet objectif est irréalisable aujourd'hui et prend souvent le caractère d'une diversion de la part de ces forces réactionnaires qui, dans le monde arabe, refusent d'affronter le problème de fond, qui reste la lutte contre les forces impérialistes, les positions et les intérêts de l'impérialisme au Moyen-Orient. Nous sommes convaincus que la menace réelle pour le développement démocratique et social des nations arabes ne réside pas dans l'existence du peuple israélien, mais dans la politique de l'Etat d'Israël. Je me rends bien compte que tant qu'Israël restera l'avant-poste de l'Occident, cette distinction entre peuple et politique d'Etat peut paraître artificielle et abstraite. Pourtant je crois que le développement des forces progressistes arabes

n'a d'autres voies que celle, — que je reconnais être longue et difficile — qui vise à créer les conditions qui imposeront à l'Etat d'Israël de changer radicalement ses positions et ses options par rapport à la situation internationale. Si l'on exclut la destruction du peuple israélien, il faut bien conclure qu'il s'agit de créer les conditions par lesquelles les peuples arabes et le peuple israélien pourront vivre dans la même région.

En parlant de paix, je n'entends point parler de paix à tout prix. Aujourd'hui, il faut insister sur le fait que le retrait des troupes israéliennes des terres arabes occupées lors du dernier conflit est la condition indispensable et préliminaire de toute négociation. Israël a gagné une bataille dans une guerre d'agression et peut la perdre politiquement. Sa situation actuelle est critique et insoutenable à longue échéance. C'est là une considération qui peut pousser les ultras israéliens à chercher de nouvelles provocations et de nouvelles aventures : je doute qu'ils puissent le faire avec succès. Le peuple israélien devra se convaincre qu'une politique d'agression perpétuelle est insoutenable, qu'il ne peut chercher une garantie pour son existence que dans le rôle d'avant-poste des intérêts américains et européens et dans la recherche d'une entente avec les peuples arabes. Notre lutte contre l'impérialisme, contre l'OTAN, contre les bases américaines en Méditerranée est une contribution pour arriver à cette solution difficile mais nécessaire de la situation au Moyen-Orient. Nous jugeons indispensable que le Moyen-Orient devienne une zone de désengagement militaire, hors de l'influence des blocs et soustraite à l'exploitation impérialiste de ses ressources pétrolières. Rien n'est plus dangereux que la prolongation d'une situation qui ferait du Moyen-Orient le terrain d'une confrontation indirecte entre grandes puissances.

Voilà pourquoi nous sommes convaincus que la liquidation de l'alliance atlantique est une condition indispensable pour affirmer dans la Méditerranée de nouveaux rapports politiques qui se fondent sur la sécurité réciproque et le développement pacifique des peuples qui vivent dans cette région. □

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom

Prénom

Adresse

.....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du PSU, 81, rue Mademoiselle, Paris (15').